

SÉANCE PLÉNIÈRE**PLENUMVERGADERING**

du

van

JEUDI 29 MARS 2007

DONDERDAG 29 MAART 2007

Soir

Avond

La séance est ouverte à 18 h 21 par M. Herman De Croo, président.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance : Mme Freya Van den Bossche et M. Christian Dupont

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Jo Vandeurzen

Raisons de santé : Mohammed Boukourna et Alisson De Clercq

Raisons familiales : Marie Nagy

Mariage : Véronique Salvi

À l'étranger : Pierre Lano

UIP : Geert Versnick

Projets et propositions**01** **Projet de loi relatif aux accords de consommation (2940/1-3)****Discussion générale**

La discussion générale est ouverte.

01.01 **Koen T'Sijen**, rapporteur : Au cours des trente dernières années, les rapports entre vendeurs et consommateurs en matière de pratiques commerciales, de services financiers et de sécurité ont déjà fait l'objet de plusieurs interventions. Tout n'ayant pas pu être réglé, toutefois, on a vu apparaître également des codes de conduite, des chartes et un traitement extrajudiciaire des plaintes.

Le projet à l'examen tend à formaliser ce type de négociations et à intégrer dans un cadre légal les accords conclus. Les accords en matière de consommation sont beaucoup plus souples et toutes les parties sont associées à l'élaboration des règles, ce qui contribuera à mieux faire respecter ces dernières. Un accord sera applicable à l'ensemble du secteur concerné. Son respect sera contrôlé par des fonctionnaires compétents. Conformément à l'article 101 de la loi sur les pratiques du commerce, un procès-verbal d'avertissement pourra être dressé et des sanctions seront éventuellement prises, en vertu de l'article 103.

Mme Pieters a mis l'accent sur les observations critiques soulevées par la Commission des clauses abusives. Elle a demandé qu'il soit procédé des auditions. La ministre a répliqué que les membres de la commission en question ont remis un avis très partagé. La proposition d'organiser des auditions a été rejetée par huit voix contre une et une abstention. Dès lors, Mme Pieters a refusé de poursuivre sa participation à l'examen du projet.

Mme Lalieux a souligné le sérieux avec lequel le projet, qui met en place un système de corégulation avec

les organisations de consommateurs, a été élaboré. Mme De Meyer a fait remarquer, elle aussi, que le projet n'est pas le fruit du hasard, compte tenu de l'avis formulé dès 2003 par le Conseil de la Consommation. Elle a insisté sur l'importance du projet au regard de la protection des consommateurs.

Le projet de loi amendé a été adopté par dix voix contre une et une abstention.

01.02 Trees Pieters (CD&V) : Je n'ai en effet pas désiré intervenir dans les débats consacrés à ce projet en commission étant donné que la majorité et la ministre n'ont pas souhaité organiser d'auditions. Cette situation est inédite au sein de cette commission : aucune audition n'a pu être organisée, même lorsque la Commission des Clauses abusives, la FEB et les organisations des classes moyennes en ont fait la demande.

Il est clair que nous sommes en l'espèce confrontés au résultat d'un marchandage politique qui a permis au VLD d'obtenir l'ouverture dominicale de commerces et au sp.a, de remporter les accords de consommation. Ce projet a fait l'objet d'un vote dans les cinq minutes, sans qu'aucune question ni observation ne soit formulée. Les marionnettes de la violette ont joué leur rôle et donné une représentation qui devrait les couvrir de honte !

Le gouvernement a demandé l'urgence alors que le Conseil de la Consommation avait déjà rendu des avis le 25 septembre 2003 et le 9 décembre 2005 et que le Conseil d'État avait fait de même le 20 avril 2006. Il ne pouvait dès lors nullement être question d'une quelconque forme d'urgence.

Ce projet offre un cadre aux accords collectifs de consommation conclus au sein du Conseil de la Consommation à la demande d'un membre ou du gouvernement et relatifs à la protection des consommateurs. Les secteurs non représentés sont invités. L'unanimité est requise et le quorum de présences doit être fixé. La ministre informe le gouvernement du contenu de l'accord après avoir pris connaissance de l'avis obligatoirement rendu par la Commission des Clauses abusives. Si un membre du gouvernement désapprouve l'accord, ce dernier fait l'objet d'une discussion au Conseil des ministres qui doit l'entériner. Les signataires doivent veiller à son application. Il est possible d'imposer le respect d'un accord par le biais d'un arrêté royal.

Les avis du Conseil de la Consommation, du Conseil d'État et de la Commission des Clauses abusives sont très partagés et négatifs. Les objections formulées concernent des aspects fondamentaux du texte. La Commission des Clauses abusives ne se prononce que sur les arguments juridiques et souligne que la procédure de déclaration de force obligatoire et de réglementation par voie d'arrêté royal est contraire à certaines règles de base du système juridique belge, à savoir notamment le principe de liberté contractuelle.

La commission affirme que les contrats lient légalement les parties et qu'il ne peut y être dérogé que par la loi. La commission estime par ailleurs que la manière d'organiser le caractère contraignant des dispositions n'est pas conforme au principe de la liberté contractuelle et du caractère relatif des accords conclus. La disposition selon laquelle le non-respect d'une clause de l'accord de consommation est contraire "aux usages honnêtes" n'est pas satisfaisante, toujours selon la commission. La possibilité offerte au Roi de rendre les accords contraignants n'offre pas suffisamment de garanties. L'assujettissement juridique des vendeurs qui ne sont pas membre d'une organisation professionnelle est quant à lui contraire au principe d'égalité.

La commission regrette également que les négociations sur le caractère licite de certaines conditions devraient faire partie d'un compromis plus large sur les techniques de promotion de vente, empêchant une évaluation objective du caractère légitime des clauses. La commission craint en outre que les accords de consommation soient contraires à la loi coordonnée du 1er juillet 1999 relative à la protection de la concurrence économique, au droit européen des cartels et aux règles en matière de libre circulation.

Selon la commission, la proposition tendant à rendre obligatoires les accords conclus est en contradiction avec plusieurs principes de base du droit belge. Des questions se posent également en ce qui concerne le caractère contraignant de la procédure, que la commission estime même anticonstitutionnelle. Les organisations professionnelles ne sont pas compétentes pour la conclusion, au nom de leurs membres, d'accords contraignants pour ces derniers.

Le Conseil d'État formule également plusieurs objections et s'interroge sur la représentativité des

organisations qui interviendront en qualité de signataires au sein du Conseil de la consommation. Un accord relatif à un secteur qui n'est pas représenté au sein du Conseil de la consommation ne peut être conclu qu'avec l'assentiment de ce secteur ou de ses représentants. La réglementation proposée est toutefois lacunaire. Le concept de 'secteurs' n'est pas défini et on ne sait pas clairement quelles entreprises d'un secteur seront associées aux négociations.

La force de droit et le rang des accords dans la hiérarchie des normes sont flous également. L'accord de consommation engage en effet non seulement les signataires mais également les personnes dont ils représentent les intérêts. Cette situation déroge à la règle de la relativité des conventions.

Le Conseil d'État a pour sa part constaté que le projet doit être entièrement revu.

Au sein du Conseil de la consommation, enfin, on constate une contradiction. Les organisations de consommateurs approuveront l'encadrement retenu parce qu'il concrétise bien à leurs yeux la notion de corégulation. La production, la distribution, les classes moyennes et l'agriculture, en revanche, se montrent très critiques, estimant qu'il n'y a aucune objection juridique à conclure des accords sur une base volontaire. Ils craignent par ailleurs une surréglementation qui menacerait la compétitivité des entreprises belges. Dans le cadre de l'harmonisation européenne, les États membres ne peuvent pas instaurer de dispositions qui soient plus sévères que la directive européenne. Ils se demandent dès lors si le projet n'est pas contraire à la directive et souhaitent que la question soit examinée.

La question de la représentativité des organisations de consommateurs est récurrent et constitue une menace pour le système.

Compte tenu des nombreuses objections juridiques et de l'opposition des représentants des secteurs de la production et de la distribution, et des représentants des classes moyennes et du monde agricole, l'on peut se demander si ce système pourra fonctionner. Comment des accords de consommation dont le respect peut être imposé pourraient-ils être conclus si la moitié des membres de l'organisme appelé à conclure ces accords y est opposé ? Il s'agit vraiment ici, essentiellement, d'un dossier symbolique.

La FEB avait demandé que des auditions soient organisées mais il n'a pas été accédé à sa requête. La commission de l'Économie a donc adopté le projet sans lui consacrer le moindre débat de fond.

Le gouvernement a conclu un marché politique dont les termes sont les suivants : les ouvertures dominicales de magasins contre un accord de consommation. Mais cet accord lèse deux fois les indépendants : d'une part ceux-ci ne sont absolument pas demandeurs de plus d'ouvertures dominicales en raison de leur coût et d'autre part les accords de consommation constituent pour eux un énième obstacle. À l'évidence, le VLD est toujours prêt à faire des concessions quand il s'agit de défendre les intérêts des indépendants qui travaillent dur ! (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

01.03 Dominique Van Roy (MR) : Ce projet vise à encadrer la conclusion d'accords entre les associations représentatives des consommateurs et les fédérations d'entreprises au sein du Conseil de la consommation.

Il s'agit d'une bonne chose car le droit de la consommation connaît une profonde évolution. Dans de nombreux secteurs, plusieurs accords ont été conclus, ces dernières années, entre les représentants des professionnels et des consommateurs. Dans l'ensemble, ces accords ont permis de résoudre de nombreux problèmes.

En outre, ces accords présentent des avantages : ils sont plus souples au changement qu'une réglementation pure et simple. Ils assurent la participation directe des parties intéressées dès l'élaboration de la norme. Ils peuvent même désengorger les cours et tribunaux d'un certain nombre de plaintes. C'est pourquoi nous sommes favorables à ce type d'accord et voterons en faveur du projet.

Néanmoins, je me pose quand même encore des questions en ce qui concerne la place de ces accords dans

la hiérarchie des normes. Peuvent-ils être invoqués par des tiers ? Je m'interroge également sur la possibilité de conclure ces accords au regard de la mission statutaire des organismes qui composent le Conseil de la consommation. Il ne faudrait pas non plus qu'une surréglementation nuise de manière durable à la compétitivité de nos entreprises, d'autant que l'Europe tend de plus en plus vers une harmonisation du droit de la consommation.

J'espère que le secteur n'hésitera pas à nous faire part des éventuels problèmes qu'il pourrait rencontrer afin que nous puissions procéder, en cas de besoin, à une évaluation de la loi.

01.04 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Je ne comprends pas l'émoi suscité par l'absence de débat en commission. Les commissaires avaient fait le choix de tenir le débat principalement en séance plénière. C'est une option possible, mais il ne faut pas en faire le reproche *a posteriori* à l'auteur du projet.

Nul n'impose d'accord en matière de consommation. Une double unanimité est requise. Chacun doit être d'accord d'ouvrir les négociations sur un sujet et chacun doit adhérer à l'accord. Le dialogue et la culture de concertation sont présents depuis des années au sein du Conseil de la consommation. Il s'agit donc simplement de l'encadrement légal d'une pratique existante.

Il semble que l'on s'interroge aussi sur la représentativité d'une organisation trentenaire qui fonctionne bien et qui est composée paritairement. Des membres ont déjà été remplacés au sein de l'organisation au gré des évolutions de la société. Quiconque le souhaite peut formuler une proposition constructive à ce sujet. Je démens l'affirmation aux termes de laquelle le Conseil ne serait actuellement pas représentatif.

Les accords de consommation ont une force juridique. L'ensemble des normes et des règles doivent dès lors être respectées. Les organisations professionnelles et de consommateurs ont un devoir d'information, ce qui ne signifie pas, par ailleurs, qu'elles sont également responsables en cas de non-respect d'un accord de consommation par leurs membres. Cette responsabilité incombe aux entreprises elles-mêmes. Et si elles enfreignent un accord de consommation, elles se rendent coupables d'usages commerciaux commerciaux malhonnêtes. C'est pourquoi un tel accord est également publié, notamment au *Moniteur belge*.

Ce principe est déjà appliqué depuis longtemps pour faire respecter des accords volontaires. Il revient à la direction générale du Contrôle et de la Médiation du SPF Finances d'agir contre les usages commerciaux malhonnêtes.

Il est tout simplement logique que le législateur veille à ce que la concurrence soit loyale. Quiconque laisse la possibilité à certaines entreprises de ne pas se sentir liées par un accord de consommation crée une situation de concurrence déloyale. La concurrence loyale est essentielle pour le bon fonctionnement du marché libre.

La portée d'un accord de consommation est identique à celle d'un arrêté royal. Ce principe n'est pas non plus entièrement neuf : il existe plusieurs exemples de son application dans le domaine de la protection des consommateurs.

Le projet prévoit des conditions de base : l'accord doit être appliqué à l'échelle nationale et le Conseil de la consommation doit rendre un avis unanime.

Le projet met donc en place un cadre général dans lequel des accords peuvent être conclus en toute liberté, sur la base d'un certain nombre de principes essentiels, dont l'unanimité.

Il faut un règlement d'ordre intérieur approuvé par la voie d'un arrêté délibéré en Conseil des ministres. Nous prenons donc nos responsabilités à cet égard aussi.

Il est exact qu'un accord peut influencer sur les conditions contractuelles entre les parties, ce qui n'a rien d'exceptionnel non plus. C'est pourquoi il ne peut jamais être appliqué avec effet rétroactif. Le temps nécessaire est laissé aux contractants pour adapter leurs contrats. Il en est toujours allé ainsi et l'administration a toujours fait preuve de correction en cette matière. Il n'y a jamais eu le moindre problème,

pas même sur le plan de la représentativité.

Enfin, ce projet de loi est parfaitement compatible avec l'arrêté royal qui règle la création du Conseil de la consommation.

L'avis partagé de la Commission des Clauses abusives ne suscite guère mon étonnement. Les organisations de consommateurs jugent même cet avis inopportun. La Commission a formulé des réserves quant au fond, ce qui ne surprendra personne, dans la mesure où les nouvelles règles protègent les consommateurs, ce qui n'a pas l'heur de plaire aux organisations professionnelles. Ces objections sont toutefois contrecarrées par le fait que les accords ne peuvent être conclus qu'à l'unanimité.

Il est toujours préférable pour des organisations de consommateurs et des entreprises de conclure elles-mêmes des accords plutôt que de se voir imposer des obligations par les pouvoirs publics. Le projet à l'examen leur offre un instrument permettant de garantir une concurrence loyale pour le restant du marché libre.

01.05 Trees Pieters (CD&V) : La ministre ne répond absolument pas à mes questions. La tenue d'un débat en commission s'est tout simplement révélée impossible compte tenu du refus d'organiser des auditions. Les réserves formulées par le Conseil d'État sont pourtant sérieuses et le projet est critiqué de toutes parts. Nous exigeons un débat, alimenté par le point de vue d'experts, mais cette demande s'est heurtée à un refus de la ministre.

La ministre nous fournit ici des informations qui ne sont pas pertinentes en l'occurrence. Le projet est lié à l'ouverture de commerces le dimanche et devait dès lors nous être imposé à la hussarde. De tels marchés sont inacceptables.

Nous nous abstiendrons au moment du vote parce que nous n'avons pas eu l'occasion de préparer par l'organisation d'auditions un projet très controversé.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2940/3)

Le projet de loi compte 10 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 10 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

02 Proposition de résolution relative à la mise en place d'un marquage routier approprié aux abords des écoles (2766/1-5)

- Proposition de résolution relative aux zones 30 aux abords des écoles (2025/1-2)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux propositions de résolution. (*Assentiment*)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2766/5)

La discussion est ouverte.

02.01 Guido De Padt, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit.

02.02 Jef Van den Bergh (CD&V) : Je continue à trouver bizarre que nous traitions cette résolution ici. En effet, ses auteurs préconisent la mise en place d'un marquage routier approprié aux abords des écoles et l'aménagement de la voirie est de la compétence des gestionnaires de la voirie. Le représentant du ministre a estimé quant à lui qu'il s'agit d'un aspect concernant lequel les Régions devraient avoir le dernier mot. Il ne fait aucun doute que ce marquage est une nécessité, la preuve en est que plusieurs expériences sont en cours en Région flamande.

La zone 30 traditionnelle a été instaurée dans les années quatre-vingt. S'y est ajoutée ensuite la zone 30 aux abords des écoles, catégorie qui comprend la zone 30 permanente avec panneau de signalisation permanent et la zone 30 variable signalée par des panneaux électroniques. Nous estimons comme M. Casaer que le meilleur moyen de signaler une zone 30 permanente consisterait à effectuer des interventions sur les infrastructures. Aussi nous semble-t-il incongru d'apposer des marquages peints permanents dans les zones 30 variables.

Les auteurs de cette résolution demandent l'insertion dans l'arrêté royal d'un article stipulant qu'il est *permis* d'apposer un marquage sur le bord de la chaussée. M. Bellot du MR a apporté son soutien à cette proposition car elle est selon lui de nature à accroître l'uniformité de la signalisation aux abords des écoles. Mais nous estimons, nous, qu'il n'y a même pas lieu d'inscrire cette possibilité dans le code de la route car les gestionnaires de la voirie apposent déjà ce type de marquages. Il est en effet permis d'apposer des marquages peints mais par surcroît, les gestionnaires de la voirie mènent des actions en collaboration avec les associations de piétons, par exemple en offrant des panneaux Octopus. Donc, l'idée qu'inscrire cette possibilité dans le code de la route engendrerait une plus grande uniformité nous paraît un peu absurde.

Je salue l'attitude du gouvernement qui admet que les zones 30 n'ont pas toujours fait l'objet de bonnes décisions ces dernières années. Dans les années 80, la création d'une zone 30 était assortie de conditions sévères qu'on assouplit peu à peu. En réalité, le dossier a évolué défavorablement à partir de l'avènement du gouvernement violet, en 1999. On a fait des zones 30 à proximité des écoles un symbole et on s'est mis à supprimer toutes les conditions à leur création. En 2004, M. Anciaux a supprimé les conditions pour toutes les zones 30, de sorte qu'ont vu le jour de nombreuses zones 30 que l'usager de la route ne peut pas identifier comme telles. Tous les groupes l'ont admis en commission. Il faut à présent trouver le moyen de les rendre reconnaissables mais nous ne pensons pas que les marquages au sol le long de la voirie constituent la solution appropriée. Il faut mettre en place l'infrastructure requise ou, à proximité des écoles, apposer les panneaux adéquats.

Nous n'adopterons pas le projet de loi.

02.03 Hilde Vautmans (VLD) : Les arguments de M. Van den Bergh ont été réfutés en commission. Nous souhaitons insérer une nouvelle possibilité dans le Code de la route et conférons ainsi au marquage routier une valeur juridique. Il appartiendra certes aux gestionnaires de la voirie de mettre cette possibilité en œuvre.

Depuis le 1^{er} septembre 2005, près de 5.000 abords d'école ont été délimités comme zone 30. Certaines sont variables, d'autres sont fixes. Bon nombre d'administrations locales ont fait l'effort de signaler correctement la zone correspondant à un abord d'école. Nous ne connaissons pourtant que les zones 30 dans notre propre quartier. Les problèmes surgissent lorsque nous nous éloignons de notre environnement familier. La signalisation des zones 30 n'est en effet pas toujours très claire. M. Van den Bergh évoque à juste titre des aménagements d'infrastructure. S'agissant de dispositifs coûteux, beaucoup de communes inscrivent les dépenses y afférentes dans leur planification pluriannuelle. De ce fait, bon nombre d'abords d'école sont, pendant des années, uniquement signalés par des panneaux.

Je ne comprends pas l'argumentation mise en avant par M. Van den Bergh pour justifier son opposition à la présente résolution. Les actions menées avec les associations de défense des piétons concernent également le marquage au sol. Une ligne tracée sur la route peut renforcer la visibilité des abords d'école et le panneau conserve en tout temps la priorité.

Dans la résolution, le marquage vient en appui du panneau. S'il est variable, cela sera aisément compris. Le

VLD souhaite simplement attirer davantage l'attention sur le fait que l'on s'approche d'une zone dangereuse.

02.04 Jef Van den Bergh (CD&V) : Nous estimons que cette résolution est dépourvue de sens. A l'heure actuelle, les gestionnaires de la voirie peuvent déjà mettre en place un marquage précis et les marquages n'ont en soi aucune valeur juridique.

02.05 Hilde Vautmans (VLD) : La résolution incitera les conducteurs à être respectueux des règles. L'inscription dans la loi constitue une base juridique.

21% des piétons tués et blessés et 27% des cyclistes tués ou gravement blessés se situent malheureusement dans la catégorie d'âge des zéro à quatorze ans. De très nombreux accidents se produisent sur le chemin de l'école ou aux abords de l'école. Améliorer la visibilité des abords des écoles grâce à un marquage ne permettra effectivement pas d'éviter toutes les victimes. Là où le VLD participe au pouvoir, il s'efforcera de sécuriser les trajets entre le domicile et l'école.

La résolution n'est pas une solution miracle car dans un grand nombre de cas il conviendra de prendre des mesures au niveau des infrastructures. Souvent, les budgets font défaut pour ce faire. Parfois, il y a aura seulement un panneau, dont la visibilité sera accrue grâce au marquage.

J'espère que la résolution sera adoptée à l'unanimité tout à l'heure, de manière à ce que les marquages puissent être réalisés pour le 1er septembre. *(Applaudissements sur les bancs du VLD)*

02.06 Jef Van den Bergh (CD&V) : Mme Vautmans est animée de nobles intentions. Chacun d'entre nous est préoccupé par le sort des écoliers. Cette proposition doit toutefois être déposée au Parlement flamand et non ici. Les Régions, les gestionnaires des routes et les administrations locales doivent aménager les abords des écoles de manière aussi sécurisée que possible. Si cette sécurité peut être garantie par le biais d'un marquage routier dans l'attente d'une infrastructure claire, ce dont je doute, ce marquage peut être effectué à titre temporaire. Il n'est pas nécessaire de modifier le code de la route à cet effet. Cette résolution est totalement superflue et a pour seul objectif de permettre aux auteurs de se positionner sur ce thème.

02.07 Hilde Vautmans (VLD) : Il ne s'agit pas de se positionner. Il y va de la sécurité aux abords de nos écoles. L'exécution de la résolution relève en effet des gestionnaires de la voirie. Nous demandons simplement au ministre que l'arrêté royal soit adapté pour permettre et promouvoir cette sécurité. Je ne vois pas en quoi cette intention pose problème.

Le **président** : La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

03 **Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public (2880/1-2)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

03.01 Le président : Mme Galant se réfère à son rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2880/1)

Le projet de loi compte 6 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

04 **Projet de loi modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public et la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (2917/1-4)**
- **Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public en ce qui concerne la responsabilité civile des bourgmestres et échevins en cas d'accident du travail (2892/1-2)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : Le rapporteur, Mme Galant, se réfère à son rapport écrit.

Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2917/4)

Le projet de loi compte 28 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 28 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

05 **Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie (2720/1-10)**
- **Projet de loi tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes (2721/1-7)**
- **Projet de loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination (2722/1-7)**
- **Projet de loi modifiant le Code judiciaire à l'occasion de la loi du ... tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, de la loi du ... tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, et de la loi du ... modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie (2723/1-3)**

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces projets de loi. (*Assentiment*)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

05.01 **Le président** : Le rapporteur, M. Libert, se réfère à son rapport écrit.

05.02 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V) : Les quatre projets de loi totalisent ensemble six cents pages et

le rapport de l'audition, les 88 amendements, les avis du Conseil d'État relatifs aux amendements et l'arrêt de la Cour d'arbitrage représentent des dizaines de pages.

05.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Mme Van der Auwera renvoie au rapport, mais où est le rapporteur ? A-t-il fait rapport ?

Le **président** : Étant donné que M. Libert était absent tout à l'heure, j'ai indiqué qu'il renvoyait à son rapport écrit. Il est présent maintenant et va présenter son rapport.

05.04 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : M. Laeremans ne devrait pas avoir à superviser tout cela.

Le **président** : Je suis allé un peu vite en besogne.

05.05 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Lors de la réforme de la Chambre, plusieurs jours de débats ont été consacrés à la revalorisation de la mission du rapporteur. Les présidents MM. Langendries et Nothomb y ont en tout état de cause accordé une grande importance. Le président actuel déduit de l'absence du rapporteur que ce dernier renvoie à son rapport écrit.

Le **président** : Nous avons progressé assez vite et M. Libert n'était pas encore présent. Je ne l'ai pas vu, donc j'ai pensé qu'il renvoyait au rapport écrit.

05.06 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Qu'on n'en fasse pas un précédent !

05.07 Éric Libert, rapporteur : Je vous présente aujourd'hui trois projets de loi relatifs à la lutte contre les discriminations : le projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, le projet de loi tendant à lutter contre les discriminations entre les femmes et les hommes et le projet de loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination. Ces projets font suite à la volonté d'améliorer, de coordonner, de clarifier et de parfaire l'arsenal législatif, à l'arrêt de la Cour d'arbitrage qui a annulé certaines dispositions de la loi « anti-discrimination » du 25 février 2003 et à l'obligation de transposer des directives européennes.

J'aborderai tout d'abord la question du champ d'application, en distinguant le champ personnel du champ matériel. Le premier comprend la liste des motifs de discrimination prohibée. La loi « racisme » comporte une liste fermée de motifs de discrimination prohibée. Ce sont la nationalité, la prétendue race, la couleur de la peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique. La loi « genre » comporte également une telle liste où figurent le sexe et les situations assimilées. Enfin, s'agissant de la loi « anti-discrimination », le gouvernement estime recommandable d'adopter également une telle liste.

En effet, depuis l'annulation par la Cour d'arbitrage de la liste fermée de la loi du 25 février 2003, cette loi étend son emprise à toutes les formes de distinction de traitement et ne comporte plus de référence expresse aux motifs de discrimination prohibée issus des directives européennes. Or, dans la mise en demeure adressée à la Belgique à propos de la directive 43/2000, la Commission a estimé que cette situation méconnaissait les impératifs de transparence et de sécurité juridique. Par ailleurs, le gouvernement a considéré qu'un degré de sécurité juridique supérieur à celui d'une liste ouverte exemplative s'imposait étant donné que la loi « anti-discrimination » a vocation à s'appliquer également dans les rapports entre particuliers.

Les trois projets de loi ont un domaine d'application matériel identique.

Le champ d'application assigné aux trois législations combine les héritages des lois du 25 février 2003 et du 7 mai 1999, augmentés des domaines d'application de la directive 2000/43.

Chacun des trois projets de loi appréhende comme « discrimination » la discrimination directe, la discrimination indirecte, le harcèlement et l'injonction de discriminer.

Dans le projet de loi « anti-discrimination », et en conformité avec la directive 78/2000, l'absence d'aménagements raisonnables au profit de la personne handicapée est mentionnée comme une forme

particulière de discrimination.

Conformément aux directives européennes, il s'agit de définir des sanctions « effectives, proportionnées et dissuasives ».

Au chapitre civil, les trois projets de loi mettent en place un dispositif de nullité des dispositions contraires et des clauses de renonciation au bénéfice de la protection de la loi concernée, un dispositif de protection contre les représailles dans les relations de travail, un dispositif de protection contre les représailles dans les relations hors travail, une indemnisation forfaitaire et une action en cessation.

S'agissant des dispositions pénales, concernant les projets de loi « genre » et « anti-discrimination », on distingue l'infraction d'incitation à la discrimination, le comportement discriminatoire des agents publics et les motifs abjects.

Concernant le projet de loi « racisme », on trouve ce même noyau augmenté de la pénalisation de la diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale, de la pénalisation de la participation aux organisations qui incitent à la discrimination et les actes de discrimination actuellement sanctionnés par la loi Moureaux.

Conformément à ce qu'exigent les directives communautaires, chacun des trois projets de loi comporte un chapitre identique relatif au « renversement de la charge de la preuve » qui est plutôt, en réalité, un partage de la charge de la preuve. Ce partage à charge de la preuve a vocation à s'appliquer à toute procédure juridictionnelle visant à la mise en œuvre desdites lois à l'exception des procédures pénales.

Les directives communautaires imposent la reconnaissance d'un droit d'action collectif au profit des associations, des organisations et personnes morales. Baptisées « groupements d'intérêts », les associations auxquelles ce droit d'action est reconnu par les trois projets de loi sont les mêmes que celles que visent actuellement les dispositifs combinés des lois du 25 février 2003 et du 7 mai 1999.

Les acteurs institutionnels désignés aux fins de promotion de l'égalité de traitement seront, dans le cadre du projet de loi « racisme », le Centre pour l'égalité des chances ; dans le cadre du projet de loi « genre », ce sera l'Institut pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et dans le cadre du projet de loi « anti-discrimination », ce sera le Centre pour l'égalité des chances.

La compétence relative à la discrimination basée sur la langue, prohibée par le projet de loi « anti-discrimination », est confiée à une institution publique spécialisée (*Applaudissements sur la plupart des bancs*).

05.08 **Éric Libert** (MR) : Monsieur le président, dans la foulée du rapport, je souhaiterais intervenir au nom du groupe MR.

Le maintien de la pénalisation des actes racistes est fondamental pour ne pas revenir sur les acquis.

L'évaluation prévue dans cinq ans permettra, si nécessaire, d'adapter nos lois pour coller davantage à l'objectif poursuivi. (*Applaudissements sur les bancs du MR*)

05.09 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V) : Les quatre projets de loi comportent, ensemble, 600 pages. Le rapport des auditions, les 88 amendements, les avis du Conseil d'État sur les amendements et l'arrêt de la Cour d'arbitrage en comportent également des dizaines.

La commission de la Chambre a consacré la moitié d'un après-midi aux auditions au cours desquelles groupements d'intérêts et experts ont pu s'exprimer pendant cinq minutes. Deux réunions ont ensuite porté sur le contenu du texte et de ses 140 articles. La commission a examiné les projets au rythme très élevé de 70 pages à l'heure. C'est assurément une performance de taille, particulièrement pour une législation qui concerne directement tout un chacun.

Dix millions de citoyens vont ressentir les effets des ces lois adoptées à la hâte, sans aucune possibilité de discussion. Les textes vont régir leur droit de s'exprimer et d'agir, et même leur droit de penser. Les avis du Conseil d'État et les points de vue de la Cour d'arbitrage et de l'opposition ont été jugés non pertinents, prétendument en raison de la nécessité de se conformer au traités internationaux et aux directives européennes.

Selon toute évidence, les choix idéologiques ont primé les choix juridiquement contraignants. Nous ne prétendons pas que la majorité ne peut pas opérer de choix idéologiques dans une démocratie, mais nous regrettons certaines de ces options. Ainsi, les discriminations liées au genre ne sont plus autorisées en matière d'accès aux biens et aux services. Par conséquent, les femmes paieront désormais 10 % de plus pour une assurance automobile et même 50 % de plus pour une assurance-vie. Les statistiques en la matière révèlent de nettes différences entre les hommes et les femmes. La coalition violette aurait pu maintenir une exception au principe d'égalité, mais elle ne l'a pas fait. Si la majorité devait encore présenter un amendement dans ce sens, nous le soutiendrions.

Finalement, ces options idéologiques instaureront plus de discriminations qu'elles n'en lèveront. La coalition devra le constater dans quelques mois à ses dépens, lorsque la Cour d'arbitrage jugera, une fois encore, que les nouvelles lois sont anticonstitutionnelles. À cet effet, la Cour n'aura d'ailleurs qu'à reprendre littéralement les arguments du Conseil d'État. Tout ceci fait présumer que la coalition ne veut pas réellement d'une loi efficace contre la discrimination. Les idéaux d'égalité sont atteints en théorie, mais ils sont inapplicables dans la pratique. L'électorat des socialistes et des libéraux est rassuré et, si des difficultés devaient se présenter, l'on invoquera le manque de coopération des juges du Conseil d'État et de la Cour d'arbitrage. On avait déjà pu observer cette attitude dans le cadre de la communication sur le « test de situation », lorsque le VLD et le sp.a ont diffusé des discours totalement différents en se réservant chacun une ouverture vers leurs électeurs respectifs. La loi de réparation suivra, après les élections.

05.10 Martine Taelman (VLD) : Nous ne sommes plus guère surpris par l'existence de groupements et de courants d'opinion différents au sein du CD&V. Il est apparu clairement en commission que Mme Van der Auwera est opposée aux tests de situation, alors que le 18 janvier dernier, Mme Lanjri estimait que ces tests devaient absolument être instaurés. Quelle est la position du CD&V ?

05.11 Liesbeth Van der Auwera (CD&V) : Notre position est très claire. Nous sommes opposés au fait que les tests de situation soient instaurés au mépris des principes généraux du droit et de la Constitution et que l'on considère que tout un chacun peut se livrer à un test de situation. Selon le CD&V, les tests doivent se dérouler sous la surveillance d'un responsable du test qui a été contrôlé et formé, et qui a prêté serment. Le test doit être effectué par un agent de l'Inspection sociale sous l'autorité d'un supérieur.

Les tests proprement dits peuvent être réalisés par des personnes-tests sous la surveillance d'un responsable assermenté et d'instances reconnues.

La provocation doit être interdite. À la suite d'un test positif, une médiation doit avoir lieu avant que des sanctions civiles ne puissent ensuite être prises. Des sanctions pénales peuvent être prises en dernier recours. La protection de la vie privée et d'autres droits fondamentaux doivent être garantis. Les tests doivent être réalisés de la même façon pour toutes les formes de discrimination. Le projet ne règle aucun de ces aspects.

05.12 Martine Taelman (VLD) : Je me réjouis de constater que nous sommes d'accord. Le CD&V veut manifestement désigner des inspecteurs sociaux pour éviter les provocations mais si des fonctionnaires sont désignés, ceux-ci veulent avoir une action utile et la provocation risque quand même de se produire. C'est précisément la raison pour laquelle le VLD ne souhaitait pas que des fonctionnaires soient envoyés sur place.

05.13 Greta D'hondt (CD&V) : Vous considérez dès lors que des inspecteurs qui vont contrôler les conditions de travail ou la sécurité sur le lieu de travail provoqueraient des accidents de travail ou des maladies professionnelles.

05.14 Martine Taelman (VLD) : Mme D'hondt déforme mes propos. Je m'intéresse uniquement à la loi anti-discrimination. Il faut distinguer le contrôle du respect des mesures de sécurité d'une part et ce type de

contrôles d'autre part.

05.15 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Mme Taelman fait donc plus confiance au premier particulier venu qui réunit du matériel statistique qu'à un fonctionnaire assermenté ou à un huissier.

05.16 Martine Taelman (VLD) : Non, il faut d'abord qu'il y ait eu discrimination pour que des données puissent être collectées. Il ne s'agit pas d'aller voir partout.

05.17 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Pour Mme Van der Auwera, les amendements relatifs à l'administration de la preuve seraient illégaux. Pourquoi? La proposition du CD&V est-elle constitutionnelle? Dans son arrêt du 6 octobre 2004, la Cour d'arbitrage n'a pas parlé d'inconstitutionnalité à ce propos.

05.18 Liesbeth Van der Auwera (CD&V) : Le Conseil d'État a rendu un avis impitoyable concernant cet amendement.

Mme Taelman reproche à Mme D'hondt de déformer ses propos, mais elle adopte le même comportement à mon égard. L'interdiction de la provocation signifie pour notre part qu'aucun test ne peut être effectué en l'absence d'une présomption de discrimination. La violette considère les fonctionnaires avec dédain. À en croire le VLD, les tests de situation ont été supprimés, or nous constatons leur retour sur le terrain. Il est clairement apparu en commission combien le fossé infranchissable séparant les libéraux des socialistes a paralysé les débats.

L'avis rendu par le Conseil d'État sur l'amendement numéro 3 de M. Giet et consorts était accablant. Ainsi, il établit qu'une question aussi délicate que celle des tests de situation ne doit pas être réglée par voie d'arrêt royal mais être ancrée dans la loi. Il en va d'ailleurs de même de toutes les procédures permettant de renverser la charge de la preuve. Il convient de rechercher un équilibre entre la non-discrimination et le respect de droits et libertés fondamentaux. Les tests de situation ne doivent dès lors pas s'accompagner d'une provocation. Selon le Conseil d'État, l'amendement ne satisfait pas à ces conditions. La notion de présomption de discrimination n'est explicitée qu'à l'aide d'exemples. D'autres notions ne sont guère définies avec davantage de clarté, le législateur se contentant de faire référence à la terminologie utilisée par l'UE, une méthode bien sûr insuffisante.

La question se pose de savoir si le renversement de la charge de la preuve sur la base de l'élimination d'autres facteurs peut également être appliqué en dehors du contexte de l'égalité de traitement sur le plan de la rémunération. Il n'est pas raisonnable de déduire d'une simple différence de traitement une présomption de discrimination. Le Conseil d'Etat estime dès lors que le législateur doit créer un cadre plus précis en ce qui concerne les mécanismes d'introduction du renversement de la charge de la preuve.

Le Conseil d'Etat attire en outre l'attention sur le fait que les Etats membres ont la possibilité de ne pas renverser la charge de la preuve, s'ils organisent la possibilité pour une instance compétente d'examiner les faits. C'est ce que fait le législateur en stipulant à l'article 34 que les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect de la loi. Le renversement de la charge de la preuve est donc un choix idéologique et non une obligation, empêchant ainsi pratiquement le prévenu de fournir une preuve contraire, ce qui contraire aux droits de la défense et au principe de l'égalité des armes entre les parties.

La formule du gouvernement aboutira à des règlements de compte et à des actes arbitraires. Le but visé est de protéger les catégories de personnes susceptibles d'être victimes d'une discrimination mais le renversement de la charge de la preuve aura l'effet inverse de celui escompté car pour éviter les plaintes, les propriétaires préféreront louer leur bien dans un cercle restreint au lieu de placer une annonce.

Ensuite il y a le débat sur les motifs ouverts ou fermés de discrimination. La liste des motifs fermés a été annulée par la Cour d'arbitrage en 2004. Et le Conseil d'Etat s'est interrogé sur cette liste parce qu'elle ne protège pas certains motifs essentiels et que le gouvernement n'a pas répondu à la demande de motivation objective qui lui était adressée.

Le dommage réellement subi pouvant être difficilement prouvé, une indemnisation forfaitaire de 650 euros a été instaurée afin de réparer le dommage moral subi du fait de la discrimination. Un amendement adopté rapidement a instauré un second degré d'indemnisation de 1.300 euros. Ce montant est dû lorsque l'accusé

ne peut démontrer qu'il a pris sa décision pour des motifs non discriminatoires ou lorsque le dommage moral est très grave. Cela signifie que chaque employeur ou chaque propriétaire louant son bien est tenu de justifier son choix *immédiatement* ; sinon, il risque une double amende.

Les chercheurs qui étudient le lien entre la race et l'intelligence devront toujours payer des dommages-intérêts forfaitaires maximums. Si leurs investigations montrent qu'un groupe a fait l'objet d'un traitement désavantageux, ils ne pourront jamais apporter la preuve qu'ils seraient arrivés à la même conclusion par d'autres voies. Les historiens et les sociologues devront se méfier aussi des observations objectives du type « les terroristes d'aujourd'hui ont une origine ethnique donnée ». Il faut d'urgence une loi qui protège la recherche scientifique contre les poursuites, pénales ou civiles.

L'incitation publique à la haine à l'égard d'une personne ou d'un groupe est rendue punissable. Cela suppose qu'on sache à l'avance qu'une affirmation ou une étude est susceptible de susciter chez certains un sentiment de haine. Faudra-t-il une équipe de psychologues pour analyser chaque cas ?

Il manque la description d'un objectif particulier que le Conseil d'État et la Cour d'arbitrage considèrent pourtant comme une condition au principe de légalité dans les affaires pénales. De même, il manque la justification de l'approche pénale différenciée de faits et de délits à caractère raciste à l'égard d'autres groupes, tels les femmes et les handicapés. Force sera à la Cour d'arbitrage de constater que ceci est contraire aux principes d'égalité consacrés par la Constitution. Mais il est vrai que la violette ne se soucie guère de la Constitution.

Aujourd'hui, un éditeur qui publie un pamphlet de la Seconde Guerre mondiale à des fins de recherche scientifique est encore acquitté mais l'acquittement ne sera plus chose aussi évidente à l'avenir. Il ne doit plus y avoir d'intention spécifique et il n'est plus nécessaire de démontrer une incitation à la haine sur le plan du contenu. La simple diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale est déjà punissable. N'en déplaise donc aux historiens et aux philosophes. Il faut se réjouir qu'il existe encore une Cour d'arbitrage.

Le premier ministre assiste aujourd'hui à la présentation du livre *An open society and its enemies* de Karl Popper. Il va même en donner lecture mais j'espère qu'il ne citera aucun extrait de la première partie du livre, où Platon est dépeint comme un anti-démocrate et un raciste. Le premier ministre commettrait un fait punissable en donnant lecture d'idées basées sur la supériorité raciale. Il n'y a plus qu'à espérer que la police des idées ne sera pas présente !

05.19 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Mme Van der Auwera se félicite que la Cour d'arbitrage existe toujours. Je me permets de lui rappeler que la précédente loi sur le racisme a été rejetée parce nous, le Vlaams Belang, avons saisi la Cour d'arbitrage. Nous avons été le seul parti à voter contre cette loi. Le CD&V va-t-il cette fois saisir la Cour d'arbitrage avec nous ?

05.20 Liesbeth Van der Auwera (CD&V) : Notre parti s'emploie actuellement à rassembler des arguments à l'appui d'une requête par la voie de laquelle nous saisirons éventuellement la Cour d'arbitrage.

05.21 Valérie Déom (PS) : Des avancées considérables avaient été apportées par la loi de 2003. Néanmoins nous devons sans cesse améliorer nos législations pour combattre le fléau de la discrimination.

La réforme proposée est indispensable pour transposer des directives européennes qui imposent à la Belgique de revoir son système de lutte contre la discrimination. Elle permet également d'apporter des garanties en termes d'effectivité et de sanctions. Trois points méritent d'être soulignés. Premièrement, il sera proposé aux victimes une indemnisation forfaitaire offrant le double avantage de représenter à la fois un dédommagement substantiel et de dispenser la victime de prouver l'étendue du préjudice subi. Cette indemnité pourra être directement prononcée par le juge de l'action en cessation ce qui réduira au maximum les délais de procédure.

Deuxièmement, un mécanisme de partage de la preuve est mis en place pour le volet civil. On parle ici de partage de la charge de la preuve et non de renversement : lorsque la victime invoque des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination, il appartient à la partie défenderesse de prouver qu'il n'y a pas eu de discrimination.

Par ailleurs, avancée capitale, le projet met à la disposition de la victime plusieurs possibilités pour apporter le début de la preuve exigée.

Enfin, le projet de loi « racisme » maintient l'essentiel des dispositifs pénaux contenus dans la loi de 1981.

Pour des raisons d'ordre social et symbolique, il aurait été préjudiciable de ne pas maintenir la substance de ces dispositifs pénaux.

En conclusion, je suis heureuse de constater que la réforme rencontre parfaitement les exigences des divers organismes de promotion de l'égalité.

C'est avec conviction que le groupe socialiste soutiendra l'ensemble de ces projets.

05.22 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Quatre années après l'adoption de la loi anti-discrimination, nous voici à nouveau réunis pour débattre de cette matière. Or, il ne s'agit pas de faire triompher le bon sens et d'éliminer les extravagances de la loi mais bien d'encore aggraver les choses. Quatre nouvelles lois doivent mettre en place un mécanisme de répression contre tout ce qui n'est pas politiquement correct. Les lois deviennent un instrument au service d'une société où l'unicité de la pensée et des actes est imposée au citoyen, celui-ci étant dégradé au rang de robot devant obéir à des lois totalitaires empêchant toute forme de liberté.

Nous faisons chaque jour des dizaines de choix, pas toujours totalement rationnels. C'est ce qui fait le propre de l'être humain, qui n'est pas une marionnette dont un grand organisateur tirerait les fils. Pour faire ses choix, la personne humaine s'appuie autant sur une sorte d'arbitraire, sur la confiance, sur l'intuition et sur la tradition que sur des éléments purement rationnels. Jusqu'il y a peu, chacun avait la liberté d'être différent. Cette liberté est à présent muselée. Tout ce qui est dit, écrit ou fait hors du cadre strictement familial relève du champ d'application de cette loi. C'est l'ensemble du comportement humain qui doit dorénavant en permanence être justifié de manière rationnelle, à défaut de quoi des sanctions peuvent être prises. Il s'agit ni plus ni moins d'une politique totalitaire.

A l'époque de la loi antiracisme déjà, le Conseil d'État avait relevé que la loi ne peut pas obliger le citoyen d'adhérer aux idées de l'autorité concernant la lutte contre les discriminations. Or c'est précisément ce que le gouvernement cherche à faire aujourd'hui. C'est la dictature sous sa forme la plus pure.

Le ministre de la Justice de l'époque, M. Verwilghen, avait souligné en 2002 qu'on ne pouvait imposer par principe l'interdiction d'établir une distinction sans définir la portée concrète de cette distinction. Mais il n'avait pas eu le courage d'affronter les fanatiques de gauche et avait remis son mandat aux socialistes francophones.

C'est précisément en raison du caractère invraisemblablement vague, et partant illégal, de la pénalisation que la Cour d'arbitrage s'était prononcée à notre demande en 2004 pour annuler une partie des dispositions pénales. La majorité violette ne persiste pas moins dans l'erreur, malgré la critique virulente du Conseil d'État pour lequel ces lois mettent en péril la prévisibilité de la pénalisation. Car des formes indirectes de discrimination sont également rendues punissables. Le Conseil d'État indique que la nouvelle loi va plus loin encore que les dispositions que la Cour d'arbitrage avait annulées en 2004. La majorité ignore superbement ce jugement alors qu'elle sait pertinemment que la Cour d'arbitrage va sans doute également annuler ces textes. La violette se moque de la plus haute juridiction du pays. Vous avez dit prétention ?

Ces nouvelles lois élargissent encore le champ d'application de la loi contre le racisme. Il n'est plus même permis d'établir une distinction sur la base de la nationalité, bien que la majorité ne fasse rien d'autre dans la législation proprement dite. La pénalisation est réinstaurée et les délits d'opinion sont également rendus punissables, quelles que soient les intentions de celui qui répand des idées. Les idées des penseurs qui ont

fait de notre civilisation ce qu'elle est ne pourront donc plus être diffusées désormais. Même l'expert en matière de discrimination qu'est Jogchum Vrielink le dit. L'Ancien Testament, la Thora et le Coran seront dans le collimateur du juge pénal. On ne pourra même plus en citer des passages pour dénoncer le racisme. Les historiens et les scientifiques ne pourront plus travailler sans crainte. L'arbitraire est à nos portes en matière de politique pénale.

Le journaliste socialiste M. Vrielink estime que l'idée bateau selon laquelle la liberté d'expression n'est pas absolue ouvre la porte à n'importe quelle restriction au nom de la politique de lutte contre le racisme. Cette disposition pénale est soi-disant instaurée parce qu'elle est obligatoire en vertu du traité international relatif à l'élimination de la discrimination raciale. Le ministre se retranche derrière cet argument, alors qu'en 1975, précisément dans cet hémicycle, à l'instar de nombreux autres pays, la Belgique avait émis des réserves au moment de la ratification de cette disposition parce que celle-ci était en contradiction flagrante avec la liberté d'expression. Il est donc inacceptable que ce traité soit aujourd'hui invoqué comme justification. Aucun autre pays ayant en son temps formulé des objections n'a adopté le texte parce que celui-ci est contraire à la liberté de pensée. Il faut s'attendre à ce que la Cour d'arbitrage annule l'article 21 puisqu'elle a également annulé la pénalisation d'une intention de discrimination et annulera dès lors a fortiori cette loi de censure. Le refus de M. Dupont d'admettre cet état de fait n'est pas une preuve d'intelligence. En commission, nous avons averti clairement des conséquences graves de ce projet. Les exemples étrangers évoqués par le ministre ont confirmé que nous avons raison.

Je souhaite à présent aborder le chapitre civil de ce dossier, celui du dédommagement, de la question de la preuve et des fameux tests pratiques mais une zone d'ombre a été créée dans ces lois entre l'approche pénale et l'approche civile. L'indemnité forfaitaire proposée correspond dans la pratique à une forme d'amende, qui ne doit pas être versée aux autorités mais à la prétendue victime.

En principe, chaque prétendue victime pouvant démontrer qu'elle a subi une discrimination – par exemple parce qu'un propriétaire a refusé de lui louer un logement – a droit à une indemnisation de 1.300 euros automatiquement, c'est-à-dire sans être tenue de prouver le dommage qu'elle a subi. Nul doute que d'aucuns se livreront à des provocations dans un but de lucre. Il en ira de même dans les situations relevant du droit du travail, domaine où l'amende se monte à six mois de salaire brut ! On ne peut pas parler en l'occurrence d'une indemnisation au sens où on l'entend d'ordinaire. Il ne s'agit pas d'une indemnisation civile normale mais d'amendes revêtant un caractère pénal. Le ministre admet lui-même qu'elles ont aussi une finalité dissuasive.

Le ministère public, auquel les socialistes reprochent de ne pas avoir pris part à ce combat avec assez d'enthousiasme, a désormais la possibilité d'intervenir dans les procédures civiles. Le gouvernement contourne en réalité le droit pénal et abuse du droit civil pour mener une politique antidiscriminatoire beaucoup plus répressive.

Pourquoi cherche-t-on à faire ressortir cette matière au droit civil ? Parce qu'il existe en droit pénal un principe de droit fondamental excluant le renversement de la charge de la preuve, à savoir le principe selon lequel on est innocent jusqu'à preuve du contraire. C'est précisément ce principe qui a été enfreint par ce projet lorsqu'il dispose que des présomptions et des données statistiques suffisent à renverser la charge de la preuve.

Le Conseil d'État met en garde : il sera impossible, dans de nombreux cas, de fournir la preuve de non-discrimination. La partie défenderesse devra non seulement prouver qu'elle applique des critères neutres, mais aussi que ces critères ont l'apparence de la neutralité. En d'autres termes, il faudra prouver ses bonnes intentions, ce qui entraînera en permanence des procès d'intention. Comment un chef d'entreprise peut-il, par ailleurs, prouver qu'il ne se rend pas coupable de discrimination si la loi lui interdit de tenir à jour des statistiques sur la race ou l'origine des postulants ? Les chefs d'entreprises et les petits bailleurs deviendront la cible d'intimidations et de chantages de la part de personnes qui auront pour seule intention de leur extorquer de l'argent.

Le Conseil d'État tire à boulets rouges sur les méthodes d'accusation contenues dans le projet. M. Borginon a déclaré à la presse que les tests de situation avaient disparu. Ces propos sont exacts, mais le système qui les remplace est encore bien pire. Les constatations faites par des fonctionnaires assermentés sont muées en de véritables pratiques de délation. Presque n'importe quel élément peut être utilisé pour établir la réalité

d'une présomption de discrimination : certains traitements, différentes opinions complètement divergentes, une personne de référence, des statistiques générales, des faits de notoriété publique ou encore, un matériel statistique élémentaire. Le Conseil d'État souligne que ces notions sont très équivoques et que plusieurs passages du texte doivent être clarifiés. Il estime de plus que le document ne respecte pas le principe de légalité à cause de son manque de clarté et de précision. Les tests de situation sont somme toute encore moins graves étant donné qu'à présent, n'importe quel groupe d'intérêts plus ou moins fantomatique peut s'adonner à la provocation ou rassembler des données statistiques.

Le Conseil d'État démonte la référence à la jurisprudence de la Cour de justice qui se rapporte aux différences de rémunération, un aspect aisé à constater objectivement. Cette jurisprudence ne peut être étendue aux litiges relatifs au recrutement, à la location, aux licenciements ou à la vente, tous domaines dans lesquels aucune différence n'est quantifiable.

Il est clair que le VLD suit désormais le PS jusque dans ses absurdités les plus folles. Nous sommes confrontés à un véritable système de délation qui sera mis à profit pour intimider des citoyens honorables et entraînera une croissance explosive du nombre d'accusations. Qu'advient-il si des entreprises, lassées de ces pratiques, décident de s'établir ailleurs ?

Est-ce à dire qu'aucune des modifications apportées à la loi contre le racisme ne trouve grâce à nos yeux ? Si fait : à la suite de la procédure en annulation dont nous avons saisi, avec succès, la Cour d'arbitrage, la discrimination sur la base des convictions politiques sera dorénavant traitée tout comme les autres formes de discrimination, conformément au droit international.

Cela ne signifie pas pour autant qu'on renonce à exclure le Vlaams Belang. Une procédure est actuellement en cours au Conseil d'État pour spolier notre parti de son financement. Il est inconcevable qu'une formation politique ait à se justifier devant une juridiction bilingue dont les membres doivent leur nomination aux partis politiques.

Et ce n'est pas tout : la commission de la Justice examine en urgence une nouvelle modification de la loi contre le racisme au termes de laquelle toute condamnation pour racisme serait automatiquement sanctionnée par la déchéance du droit d'éligibilité. Cette loi, une fois de plus, ne poursuit d'autre objectif que de priver le Vlaams Belang de ses figures de proue. Puisque l'électeur ne nous sanctionne pas mais, bien au contraire, nous récompense à chaque scrutin pour notre action, on cherche à régler notre sort par le biais des tribunaux pénaux. Soit dit en passant, le même projet rend plus malaisée la déchéance des criminels de droit commun de leurs droits ! Cette modification ne s'explique que par une haine irrationnelle, celle-là même qui s'est manifestée la semaine dernière lors de l'hommage à la mémoire de notre regretté collègue, M. Guido Tassenhoye.

Je suis fier d'appartenir à un parti qui n'exécute pas servilement les ukases du PS ni n'approuve des projets de loi pervers. Mon parti ne mange pas à tous les râteliers mais clame, à l'instar de Wies Moens : "Mieux vaut être loup affamé dans le bois que chien replet à la chaîne". (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

05.23 Denis Ducarme (MR) : Dans la foulée du texte de 2003, ce projet fournit les outils légaux pour améliorer la défense de tous ceux qui pourraient souffrir de mépris du fait de leur différence, quelle qu'elle soit.

Les mouvements laïques ont exprimé certaines inquiétudes dans la presse cette semaine, et je souhaiterais entendre le ministre à ce sujet. Certains craignent que ce texte ne constitue une entrave à la liberté de critiquer les religions ou de blasphémer et de caricaturer, notamment les symboles religieux. Nous voulons pouvoir continuer à exprimer ouvertement notre opinion, notamment face à la doctrine catholique, lorsqu'elle adopte des positions qu'on a pu qualifier de criminelles en matière de contraception.

Le huitième point du champ d'application garantit l'accès à toute activité économique, sociale, culturelle ou politique.

Le refus du recteur de l'ULB, il y a quelques semaines, d'accueillir Tariq Ramadan à l'université, était à mes yeux la bonne décision à prendre pour défendre les libertés qui nous sont chères. Le point 8 du champ

d'application permettra-t-il à certains radicaux de devenir les nouveaux discriminés ?

Concernant encore ce point 8, au-delà de la conviction religieuse, on parle de non-discrimination par rapport à la conviction politique. Refuser d'offrir une tribune complice à certains fascistes ne risque-t-il pas de passer pour une discrimination ?

05.24 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Ces quatre projets de loi comptent d'innombrables pages mais, tout bien considéré, ils se ressemblent et reposent sur un nombre limité de principes. D'aucuns estimeront sans doute que le racisme et les discriminations sont des problèmes théoriques mais les exemples démontrant le contraire sont légion. Je connais personnellement le cas de personnes portant un nom de famille à consonance étrangère qui se voient proposer par leur agence d'interim un nombre d'offres d'emploi bien moins important que les personnes portant un patronyme flamand. Autre exemple concret : le sort réservé à un allochtone ayant postulé un emploi chez Eurolock, une entreprise de Drongen, prouve qu'il serait une erreur de minimiser ce problème.

Ces projets de loi offrent sur certains plans, aux fins de la lutte antidiscriminations, un cadre plus moderne et mieux défini que ce n'était le cas jusqu'ici. Ils adaptent la législation à l'arrêt de la Cour d'arbitrage en tenant compte des directives et de la jurisprudence européennes. Les principes qu'ils consacrent sont nécessaires à tout État de droit et à toute société qui se veut harmonieuse, et en ce sens ils participent de l'héritage de la Révolution française.

Le gouvernement a choisi de prévoir la possibilité d'une administration de la preuve à la fois très étendue et très accessible car il a estimé qu'il convenait d'en limiter le coût et d'éviter tout formalisme excessif. En outre, les associations et le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme se voient confier une mission importante, même si ce sera toujours au tribunal qu'il appartiendra de statuer en dernier lieu en observant toute la circonspection requise. Autre élément positif à nos yeux : le fait que les peines plutôt symboliques prononcées jusqu'à ce jour soient converties en montants forfaitaires réels.

D'aucuns considèrent que le partage de la charge de la preuve est une innovation inacceptable. Mais l'article 8 de la directive européenne prévoit que c'est au défendeur qu'il incombe de prouver que le principe d'égalité de traitement n'a pas été enfreint.

Notre droit du travail connaît également le principe du partage de la charge de la preuve. Les directives européennes n'excluent pas la possibilité de sanctions pénales et la Cour d'arbitrage stipule dans l'arrêt bien connu de 2004 que le législateur doit définir avec précision les modalités de l'action pénale.

L'opposition prétend à tort que le Parlement a dû examiner les projets en question au pas de charge. Une audition a bel et bien été organisée, mais très peu de membres de l'opposition y ont assisté. Il y a ensuite eu un jour et demi de discussions intenses, durant lesquelles les avis du Conseil d'Etat ont été commentés. On peut notamment lire dans ces avis que les tests de situation sont considérés comme valables par la Cour d'arbitrage mais que le Roi bénéficie d'une habilitation trop large pour l'organisation pratique de ces tests. Cette question est à présent réglée et il n'y a donc plus de problèmes de conformité à la Constitution.

05.25 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : M. Casaer compare des pommes et des poires. Auparavant, en ce qui concerne les tests de situation, il fallait des constatations faites par un huissier de justice, un inspecteur ou des fonctionnaires. Il s'agissait de questions qui devaient ultérieurement faire l'objet d'une réglementation stricte par le biais d'un arrêté royal. A présent, tous les groupes de pression possibles et imaginables peuvent apporter des preuves pour réclamer le renversement de la charge de la preuve. La portée est donc beaucoup plus large que dans le cadre de la loi précédente. Le Roi ou le pouvoir exécutif devraient donc absolument élaborer une réglementation, car sinon ce sera le chaos.

05.26 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Je constate pourtant que le Vlaams Belang n'a même pas présenté d'amendement à ce sujet.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs estimé qu'un certain nombre de notions devaient être définies avec plus de précision. Deux experts ont à cet effet examiné en profondeur la jurisprudence européenne. De nombreux efforts ont été consentis pour interpréter exactement les différentes notions. Le Conseil d'Etat admet d'ailleurs lui-même qu'il n'a pas examiné l'entièreté de la législation européenne, alors qu'il en avait le temps.

Président : M. Jean-Marc Delizée.

J'ai trouvé l'intervention de Mme Van der Auwera partielle. Mme Taelman a d'ailleurs indiqué qu'il y avait d'autres sons de cloche au CD&V. Mme Van der Auwera a dénoncé le fait qu'on complique notamment la position de l'employeur et du bailleur, alors que la loi tient précisément compte, aujourd'hui, des difficultés rencontrées par la victime pour bâtir une argumentation. Les intérêts de la victime sont pris en considération dans la loi.

M. Laeremans établit manifestement une distinction entre les différentes sections du Conseil d'État. Pour ma part, le Conseil d'État forme un ensemble.

05.27 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : La section d'Administration est une juridiction et non un collège consultatif. En Belgique, un juge se prononce dans la langue du justiciable dans les affaires judiciaires et certainement dans les affaires pénales. En sa qualité de collège consultatif, le Conseil d'État est un collège mixte, qui compte autant de membres francophones que néerlandophones, exclusivement nommés sur une base politique. Il est donc normal que nous soyons méfiants. Comment réagirait M. Casaer s'il devait comparaître devant un tribunal composé de juges exclusivement nommés par le Vlaams Belang ?

05.28 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Je note que, selon le Vlaams Belang, la section de Législation du Conseil d'État ne serait pas constituée sur une base politique.

Lors des auditions, le Vlaams Belang a soudainement plaidé en faveur de personnel supplémentaire pour le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, ce dont M. De Witte s'est félicité. Quelques jours plus tard, un autre membre du Vlaams Belang a réclamé la suppression du Centre. Quelques éclaircissements s'imposent. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a*)

05.29 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Nous avons réagi au fait que le Centre sera amené à appliquer cette loi en tant qu'instance. Le Centre devra bientôt également statuer sur des dossiers de discrimination en raison de convictions politiques et il s'en lavera les mains. Le Centre devra en effet dénoncer les discriminations basées sur des convictions politiques, ce que refuse évidemment M. De Witte, qui souhaite jouer rôle politique et non légal. M. Casaer n'avait-il pas saisi l'ironie de notre propos ? Peut-être pourrait-il, après sa carrière à la Chambre, se mettre au service du Centre en tant que juriste ?

05.30 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Votre bonté est sans limites. Tant que le Centre existera, il aura du personnel supplémentaire. M. De Witte s'en réjouira.

La loi constitue un ensemble équilibré. D'aucun estiment à tort que la Cour d'arbitrage a annulé la loi de 2003 dans son intégralité. Il n'en est rien. Certaines de ces dispositions ont été abrogées. Il faut à présent attendre de voir ce qu'il résultera de la pratique et de la doctrine. En ce qui concerne les tests de situation, on va sans nul doute définir ce qu'on appelle des *good practices*.

Le signal sociétal indiquant que les pratiques discriminatoires et racistes ne sont pas tolérées et sont réellement réprimées revêt une grande importance, pour les victimes comme pour la société. Qu'on le veuille ou non, cette société est plurielle et il faut apprendre à se comporter à l'égard de cette pluralité avec respect et maturité. Car elle représente un atout, plus qu'une menace. (*Applaudissements sur les bancs de sp.a-spirit et du PS*)

05.31 Zoé Genot (ECOLO) : En commission, nous avons abordé de nombreux éléments, mais je voudrais revenir sur certains d'entre eux.

On se plaint souvent de l'Europe. Mais ici, il faut s'en réjouir : en 2000, elle a pris des directives qui ont permis d'établir un cadre pour lutter contre les discriminations. Ce qui ne signifie pas que la situation est idéale ; il arrive encore que certains chefs d'États tiennent des propos homophobes et racistes. On assiste encore à des débordements, et on constate beaucoup de « légèreté » en matière d'aménagement pour les personnes handicapées. Cet outil est donc indispensable et nous lui apportons notre soutien comme nous l'avons fait durant l'arc-en-ciel.

Mais nous regrettons qu'il ait fallu autant de temps pour que ce texte nous soit enfin soumis. Une fois votée, cette loi devrait permettre d'éviter les problèmes d'application de l'actuelle loi anti-discrimination, principalement au niveau des preuves. Tant que l'arrêté royal n'avait pas été pris, les victimes avaient des difficultés à faire valoir leurs droits devant les tribunaux. La nouvelle loi va mettre en place une procédure plus rapide et plus efficace.

Un point n'a pas été évoqué en commission : l'inquiétude de certains libre-penseurs face à l'absence de mention des discriminations religieuses dans le projet. Mais le projet ne vise nullement à empêcher les critiques à l'égard des religions et de la laïcité.

La loi comporte aussi une petite lacune : une victime de discrimination doit donner son accord pour qu'une association puisse ester, pour elle, en justice.

Les discriminations religieuses sont bannies de ce projet de loi ce qui suscite quelques craintes chez les libre-penseurs. Pouvez-vous les rassurer en leur disant qu'ils pourront continuer à exercer leur talent critique ?

J'estime nécessaire de prévoir qu'une association puisse ester en justice sans l'accord de la victime en cas de force majeure et redéposerai donc un amendement allant dans ce sens.

Nous regrettons que le terme « sexisme » n'apparaisse pas. Il conviendrait que nous nous penchions de nouveau sur les législations protégeant la maternité. Les assureurs s'inquiètent de ne plus pouvoir discriminer les femmes. Le ministre de l'Économie devra examiner ce dossier.

Nous regrettons la non-inscription de l'appartenance à une organisation syndicale et de l'activité syndicale dans le projet de loi. On me rassure au motif que les activités syndicales seront comprises dans les convictions politiques. Mais les cours et tribunaux interprètent de manière très restrictive les différentes causes de discrimination.

L'expression « liberté syndicale » est quasiment absente de l'ensemble du vocabulaire juridique belge. On ne peut absolument pas s'en targuer devant les tribunaux. Nous redéposerons donc notre amendement à cet égard.

Les barèmes en fonction de l'âge sont-ils encore bien protégés ? Ceux-ci sont particulièrement importants pour que les travailleurs voient leur salaire s'élever régulièrement. Aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'autre système, ce système-ci devra être préservé.

Eu égard au travail à temps partiel qui concerne essentiellement des femmes, vous avez rappelé qu'en matière de pension les périodes assimilées pouvaient continuer à être privilégiées, notamment pour ce qui concerne les crédits-temps et les prépensions à mi-temps. Toutefois, certaines inquiétudes se font jour par rapport à des droits acquis, par exemple dans le secteur financier.

La réponse que vous avez donnée était assez restrictive. Il serait intéressant de la préciser.

05.32 Patrick Cocriamont (FN) : J'ai entendu dire que démocratie et anti-racisme étaient étroitement liés. Or, en Grèce antique, lorsque l'on abattait la tyrannie pour restaurer la démocratie, c'était habituellement pour chasser les métèques.

Un autre terme a mauvaise réputation : celui de répression.

Avec votre projet, non seulement des gens vont la subir, mais également la littérature. Vous serez obligé d'épurer des gens comme Aristote, Shakespeare, Molière, Jules Verne, Jules Destrée, Hergé. Le terme « répression » est un terme bien plus immonde que racisme ou xénophobie. Je ne suis ni raciste ni xénophobe, mais ces idées doivent être considérées simplement comme des idées et ne doivent pas être

criminalisées.

Le Centre pour l'égalité des chances est contrôlé par des personnes qui ne pourront jamais être impartiales dans ces dossiers. Systématiquement, les gens qui seront attaqués pour racisme seront condamnés. C'est une injustice.

05.33 Christian Dupont, ministre (*en français*) : Ces lois ont fait l'objet d'une large concertation avec tous les acteurs du secteur et de longues discussions en commission. La non-discrimination est non seulement indissociable d'une société ouverte mais elle nous est également imposée par un certain nombre d'instruments internationaux.

On a parfois fait un long et mauvais procès à la charge de la preuve, dont je rappelle que c'est une imposition des directives européennes. Il y a un juge à qui on amène des faits. Effectivement, la majorité a déposé un amendement que le Conseil d'État a regardé de près mais sans avoir entendu nos arguments. En commission, nous avons largement répondu pour justifier l'ensemble de cet amendement. La preuve est libre, le juge apprécie par rapport à ce qu'il entend et puis se tourne vers le défendeur pour lui demander s'il avait un but légitime pour pouvoir opérer une distinction.

L'affiliation syndicale est réglée par la loi depuis 1921. Dans l'accord interprofessionnel, il est dit que les partenaires sociaux allaient s'intéresser au phénomène lors de la prochaine convention collective. Nous leur avons donc laissé la main sur le sujet. Pour ce qui est de l'interdiction du blasphème et de la liberté de penser, cette loi n'introduit aucune nouveauté.

Pour ce qui relève de la question des assurances, des dispositions peuvent, en effet, être prises par les États membres pour opérer des différences. Il appartiendra à la Belgique, si elle le souhaite, de le faire avant fin 2007.

M. Ducarme m'interrogeait sur le fait que certains lieux privés devaient continuer à être considérés strictement comme tels. C'est évident.

Ces lois nous permettent d'atteindre un juste équilibre entre la lutte contre toutes les discriminations et la stabilité sociale.

Lorsqu'on nous prédit que nous allons entrer dans une société totalitaire, sachons que, depuis 2003, nous vivons avec une loi semblable.

Nous voulons mieux protéger les victimes de discrimination parce que les discriminations minent notre vie en société. Les différences fondent notre monde et la différence n'est jamais qu'une autre manière d'être : nous sommes tous différents.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2720. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2720/10)

L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie".

Le projet de loi compte 3 articles.

Amendement déposé:

Art. 3

- 20 Zoé Genot (2720/6)

La discussion des articles est close. Le vote sur l'amendement et l'article réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2721. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2721/7)

Le projet de loi compte 42 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 42 sont adoptés article par article, avec les corrections de texte.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2722. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2722/7)

Le projet de loi compte 52 articles.

Amendement déposé:

Art. 3

- 12 Zoé Genot (2722/3)

La discussion des articles est close. Le vote sur l'amendement et l'article réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2723. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2723/3)

L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi adaptant le Code judiciaire à la législation tendant à lutter contre les discriminations et réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie".

Le projet de loi compte 17 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 17 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

06 **Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les contestations relatives à l'octroi, à la révision et au refus de l'aide matérielle (2765/2)**

Amendé par le Sénat

Sans rapport

Conformément à l'article 87 du Règlement, les projets de loi renvoyés à la Chambre par le Sénat ne font plus l'objet d'une discussion générale en séance plénière, sauf si la Conférence des présidents en décide autrement.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2765/2)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

07 **Proposition de loi modifiant les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, en ce qui concerne la détermination du taux d'incapacité permanente des invalides après l'âge de 65 ans (1159/1-5)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

07.01 **Camille Dieu** (PS) : Cette proposition de loi a connu une longue gestation : la problématique est complexe, elle ressortit à la compétence de plusieurs ministres et, enfin, nous avons été confrontés à des incidences budgétaires auxquelles le gouvernement n'était pas préparé.

Je rappelle cependant au gouvernement que mon groupe politique considère que la réparation des dommages résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle est un droit inviolable des bénéficiaires. Pour nous, cette problématique devra impérativement trouver une solution satisfaisante lors de la prochaine législature.

Rappelons qu'un accidenté de droit commun ne subit aucune restriction quant au cumul de l'indemnité qui lui est versée par une assurance privée avec un autre revenu. En revanche, un accidenté du travail ou la victime d'une maladie professionnelle voit une partie de sa réparation confisquée quand il prend sa retraite.

Ma proposition de loi n'avait évidemment pas pour objectif de réinstaurer le cumul des indemnités d'incapacité permanente avec des pensions de retraite ou de survie. L'impact budgétaire aurait été tel que cette proposition n'avait aucune chance d'aboutir.

Nous avons donc tenté, dans un premier temps, de réinstaurer les facteurs socioéconomiques dont la suppression, en 1994, n'avait touché que les victimes d'une maladie professionnelle.

La proposition initiale était de maintenir ces facteurs socio-économiques uniquement pour les personnes ayant 65 ans après la date d'entrée en vigueur de la loi.

Pour ne pas courir le risque d'un recours à la Cour d'arbitrage, nous avons opté pour un amendement proposant un compromis, qui a été accepté au cours du Conseil des ministres qui s'est tenu à Louvain les 17 et 18 mars derniers.

En 1998, la ministre De Galan avait introduit un amendement à la loi de 1994 majorant d'un certain pourcentage le taux d'incapacité physique des travailleurs en fonction de leur degré d'incapacité. Nous avons doublé les majorations de 1998 et créé une nouvelle catégorie pour les personnes dans la tranche de 1 à 35 % d'incapacité permanente de travail, qui se verront octroyer 1 % supplémentaire. Ainsi, les victimes d'une maladie professionnelle qui ont au moins 65 ans ou qui atteindront cet âge après le 1^{er} juin 2007 verront leurs allocations augmenter.

Le compromis voté n'apporte pas une solution de fond à la suppression des facteurs socio-économiques et ne répond pas à la problématique de la limitation du cumul d'une pension et d'une indemnité d'incapacité permanente. Néanmoins, cette proposition apporte une amélioration pour des milliers de familles.

J'espère que nous reviendrons sur ce dossier lors de la prochaine législature.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (1159/5)

La proposition de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

08 Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne les mandataires communaux et provinciaux (2953/1)

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2953/1)

La proposition de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

09 Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne les mandataires communaux et provinciaux (2954/1-3)

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2954/3)

La proposition de loi spéciale compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

10 Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et l'arrêté royal du 22 juin 1983 portant statut de reconnaissance nationale en faveur des membres du corps expéditionnaire pour la Corée afin de remplacer la date du 27 juillet 1953 par celle du 15 septembre 1954 dans le statut de reconnaissance nationale en faveur des membres du corps expéditionnaire pour la Corée (2972/1)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

10.01 Magda De Meyer, rapporteur : Je me réfère au rapport écrit. (*Applaudissements*)

10.02 Philippe Monfils (MR) : La date du cessez-le-feu en Corée qui avait été retenue pour l'octroi aux anciens combattants de certains bénéfices, par exemple le remboursement du ticket modérateur, était le 27 juillet 1953. Suite à de nombreux témoignages, nous avons décidé à l'unanimité de remplacer cette date par le 15 septembre 1954. En effet, une injustice touchait quelques centaines de personnes. Sa réparation aura un impact budgétaire négligeable et je me félicite du vote de cette proposition de loi.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) 2972/1)

La proposition de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

11 Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (2976/1)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

11.01 Dalila Douifi, rapporteur : Le projet et les articles ont été adoptés à l'unanimité. Plusieurs corrections techniques ont été apportées. Pour le surplus, je vous renvoie au rapport écrit. (*Applaudissements*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2976/1)

Le projet de loi compte 8 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 8 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

12 **Projet de loi relatif à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant des dispositions diverses (2963/1-2)**
- **Projet de loi portant abrogation de l'article 8 de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, et modifiant l'article 121 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (2964/1-2)**

Sans rapport

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux projets de loi. (Assentiment)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2963. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2963/2)

Le projet de loi compte 62 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 62 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2964. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2964/2)

Le projet de loi compte 5 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

13 **Projet de loi portant modification de la loi du 20 juillet 1979 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certains cotisations, droits, taxes et autres mesures, en exécution de la directive 2006/84/CE de la Commission du 23 octobre 2006 (2977/1)**

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2977/1)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

14 **Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les indemnités octroyées à des artistes (2994/1)**

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2994/1)

Le projet de loi compte 5 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Scrutins**15** **Commission de la protection de la vie privée - Nomination des membres externes des Comités sectoriels**

L'ordre du jour appelle le scrutin en vue de la nomination des membres externes des Comités sectoriels créés au sein de la Commission de la protection de la vie privée.

En vertu de l'article 31bis, § 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de l'article 4 de l'arrêté royal du 17 décembre 2003 fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement de certains comités sectoriels institués au sein de la Commission de la protection de la vie privée, le Conseil des ministres doit proposer à la Chambre des représentants une liste de deux candidats pour chacune des trois places de membre externe effectif et des trois places de membre externe suppléant à pourvoir pour :

- le comité sectoriel pour le Registre national;
- le comité sectoriel pour la Banque-carrefour des Entreprises;
- le comité sectoriel pour l'autorité fédérale.

Par lettre du 19 mars 2007, la vice-première ministre et ministre de la Justice communique les listes doubles approuvées par le Conseil des ministres du 16 mars 2007.

Le document portant le nom des candidats vous a été distribué (n° 3015/1).

Il y a lieu de voter, pour chaque mandat, en traçant une croix dans la case figurant en regard du nom du candidat choisi. Sont nuls, les suffrages exprimés en faveur de plus d'un candidat par mandat.

J'attire votre attention sur le fait que plusieurs personnes se présentent à des mandats différents, alors que chaque membre externe ne peut faire partie que d'un seul comité sectoriel. Donc, lors du comptage des voix, s'il apparaît que l'un de ces candidats est désigné pour un mandat, sa candidature n'entre évidemment plus en ligne de compte pour le mandat suivant. Pour ce mandat, l'autre candidat sera automatiquement désigné en application de l'article 157.6 du Règlement de la Chambre.

Le scrutin étant secret, les bulletins ne peuvent être signés.

Je vous propose de procéder à un seul appel nominatif pour ce scrutin et pour celui du président de la Commission de la protection de la vie privée.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

16 Commission de la protection de la vie privée - Nomination du président

L'ordre du jour appelle le scrutin en vue de la nomination du président de la Commission de la protection de la vie privée.

M. Michel Parisse a été nommé président de la Commission de la protection de la vie privée par la Chambre le 28 octobre 2004. Par lettre du 28 juillet 2006, il a présenté sa démission, laquelle a pris effet au 1er octobre 2006.

Par lettre du 19 mars 2007, la vice-première ministre et ministre de la Justice transmet à la Chambre la liste double approuvée par le Conseil des ministres du 16 mars 2007.

Le document portant le nom des candidats vous a été distribué (n° 3033/1).

Il y a lieu de voter en traçant une croix dans la case figurant en regard du nom du candidat choisi. Sont nuls, les suffrages exprimés en faveur de plus d'un candidat.

Le scrutin étant secret, les bulletins ne peuvent être signés.

Nous devons d'abord procéder au tirage au sort d'un ou de deux bureaux de scrutateurs composés chacun de quatre membres qui seront chargés du dépouillement. Je vous propose cependant de désigner les deux secrétaires siégeant au bureau ce jour pour dépouiller les scrutins.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Mmes Colette Burgeon et Greet Van Gool sont désignées pour dépouiller les scrutins.

Je vous propose de procéder au dépouillement des scrutins à la salle des Conférences, en présence des scrutateurs.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

A l'appel de son nom, chaque membre est prié de venir déposer son bulletin non signé dans l'urne, en montant à la tribune, de ma gauche à ma droite.

J'invite les secrétaires à procéder à l'appel nominal.

Il est procédé à l'appel nominal.

Tout le monde a-t-il déposé son bulletin dans l'urne ? (*Oui*)

Je déclare les scrutins clos et invite les scrutateurs à procéder au dépouillement.

17 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération la proposition de loi de M. Thierry Giet modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre afin de garantir le droit des assurés de pouvoir avoir recours aux services d'un avocat dans des délais déterminés (n° 3040/1). Elle est renvoyée à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

17.01 Thierry Giet (PS): Cette proposition n'est-elle pas renvoyée à la commission de la Justice?

Le **président** : Sur le document qui est en ma possession, il est question de la commission de l'Économie, mais je n'ai pas eu le temps de vérifier. Je vais donc demander aux services de bien vouloir le faire.

18 Demande d'urgence du gouvernement

Le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi relatif à la suspension et à l'exécution du droit de vote et des droits visés à l'article 31 du Code pénal en cas de condamnation pénale (n° 3005/1).

Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.

L'urgence est adoptée par assentiment.

19 Éloge funèbre de M. Michel Toussaint, ministre d'État

Le **président** (*devant l'assemblée debout*) : Nous avons appris le décès, survenu à Namur le 23 mars 2007, de M. Michel Toussaint, ministre d'État.

Les plus anciens d'entre nous se souviendront certainement de cet homme courtois et distingué, dont la diction remarquable et le timbre clair ne manquaient pas d'impressionner.

Né à Namur en 1922, Michel Toussaint avait interrompu ses études de droit en 1944 pour s'engager dans la résistance et participer à la libération du pays. Il prit également part aux campagnes de Hollande et d'Allemagne dans la brigade Piron.

Après la guerre, il acheva ses études et s'inscrivit au barreau de Namur. Il allait, dès lors, diriger un cabinet d'avocat tout en occupant une situation importante dans le monde industriel.

Encouragé par son beau-frère, Jean Materne, auquel il succéda en tant que sénateur provincial de Namur,

Michel Toussaint se lança dans la politique en 1963 au sein du PLP (Parti pour la Liberté et le Progrès).

Dès 1965, ce libéral wallon fut élu sénateur, obtenant un score personnel peu commun. Il allait d'ailleurs être réélu à de nombreuses reprises par un électorat fidèle, qui appréciait son style direct et efficace.

Michel Toussaint possédait en effet une faculté d'analyse et une vivacité d'esprit extraordinaires qui lui permettaient de résoudre les problèmes les plus ardues avec une rapidité étonnante.

De 1966 à 1968, il exerça la fonction de Ministre-Secrétaire d'État à l'Éducation nationale dans le gouvernement Vanden Boeynants, mandat qu'il allait se voir confier à nouveau en 1973 dans le gouvernement Leburton.

Dans le premier gouvernement présidé par Leo Tindemans, il se vit attribuer le ministère du Commerce extérieur, dont il fut déchargé par la suite pour se voir confier la fonction de Ministre de la Réforme des Institutions.

C'est en cette qualité qu'il s'attela à la décentralisation des pouvoirs et à la déconcentration des services publics. Il adopta dès lors une position plus marquée en faveur d'une extension des compétences et du renforcement de l'autonomie de la Région wallonne sans cesser pour autant de plaider pour la sauvegarde des intérêts fondamentaux du pays.

De 1982 à 1984, Michel Toussaint exerça la présidence du Conseil de la Communauté française. Là encore, il trouva l'occasion de déployer tout son art de la dialectique et son sens de l'organisation. Il fut, en effet, un président très dynamique et s'attacha à développer au maximum l'efficacité de la jeune institution.

Les services éminents rendus à la Nation lui valurent d'être nommé Ministre d'État en 1983.

Enfin, c'est en tant que membre du Parlement européen, où il siégea de 1984 à 1989, qu'il acheva sa carrière politique. Européen convaincu, il se fit l'ardent défenseur de l'idée des États-Unis d'Europe ayant à leur tête un président élu au suffrage universel.

Le pays a perdu en Michel Toussaint un homme d'État qui aura exercé une influence marquante sur le déroulement de notre vie politique.

Au nom de notre Assemblée, le président Herman De Croo a présenté nos condoléances à la famille et aux amis du défunt.

[19.01] Christian Dupont, ministre (*en français*) : Le gouvernement s'associe à l'hommage que vous rendez à notre collègue M. Michel Toussaint.

La Chambre debout observe une minute de silence.

Votes nominatifs

[20] Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Muriel Gerkens sur "le rejet de la proposition belge d'émission de CO2 par la Commission Européenne" (n° 1040)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société du 19 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1040/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par Mmes Muriel Gerkens et Nathalie Muylle et MM. Melchior Wathelet et Mark Verhaegen;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Josée Lejeune et Magda De Meyer et M. Miguel Chevalier.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

(Stemming/vote 1)		
Ja	84	Oui
Nee	41	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	126	Total

20.01 Joseph Arens (cdH) : J'ai pairé avec M. Frédéric.

20.02 Pieter De Crem (CD&V) : J'ai pairé avec M. Herman De Croo pour ce vote-ci et les autres votes qui suivront. (*Applaudissements*).

20.03 Brigitte Wiaux (cdH) : J'ai pairé avec Mme De Permentier.

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

21 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Servais Verherstraeten sur "le fonctionnement du service des créances alimentaires" (n° 1063)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 20 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1063/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Servais Verherstraeten;
- une motion pure et simple a été déposée par MM. Luc Gustin, Luk Van Biesen et Dirk Van der Maelen.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

(Stemming/vote 2)		
Ja	84	Oui
Nee	41	Non
Onthoudingen	3	Abstentions
Totaal	128	Total

21.01 Simonne Creyf (CD&V) : J'ai pairé avec M. Guy Hove pour tous les votes.

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

22 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Carl Devlies sur "l'organisation, au niveau international, de mécanismes d'évasion fiscale basés sur des décisions anticipées" (n° 1064)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 20 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1064/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Carl Devlies;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Anne-Marie Baeke et MM. Luc Gustin, Luk Van Biesen et Jacques Chabot.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	83	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	187	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

23 **Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Greta D'hondt sur "la mise en oeuvre de l'accord de gouvernement" (n° 1050)**

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Affaires sociales du 20 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1050/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Greta D'hondt;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Danielle Van Lombeek-Jacobs, Magda Raemaekers, Maggie De Block et M. Bruno Van Grootenbrulle.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	38	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	126	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

24 **Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Nathalie Muylle sur "la reconstruction du Congo" (n° 1053)**

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Relations extérieures du 20 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1053/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Nathalie Muylle;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Colette Burgeon.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	39	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	127	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

25 **Motions déposées en conclusion des interpellations de :**

- M. Luc Goutry sur "le revenu des malades chroniques" (n° 1046)
- M. Patrick De Groote sur "le revenu des malades chroniques" (n° 1061)

Ces interpellations ont été développées en réunion publique de la commission des Affaires sociales du 21 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1046/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Greta D'hondt et MM. Luc Goutry et Patrick De Groote;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Camille Dieu, Yvette Mues et Danielle Van Lombeek-Jacobs et M. Bruno Van Grootenbrulle.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

25.01 Patrick De Groote (N-VA) : Plus de la moitié des 205.000 bénéficiaires d'une indemnité d'invalidité perçoivent une indemnité minimale qui est sensiblement inférieure au revenu de sécurité d'existence nécessaire pour ne pas descendre sous le seuil de pauvreté. Il est scandaleux que plus de cent mille malades chroniques vivent dans la misère.

Il est urgent de combler le fossé de plus en plus profond entre les personnes en bonne santé et les personnes atteintes d'une maladie chronique. Les mesures prises ces dernières années sont des pas dans la bonne direction mais elles ne suffisent pas. Il faut relever immédiatement le montant des indemnités minimales d'invalidité.

25.02 Mark Verhaegen (CD&V) : Je parlerai en partie au nom de M. Goutry. Le 4 mars, l'asbl flamande Ziekenzorg nous a confrontés une fois de plus à l'urgence des problèmes des malades chroniques. Cent mille personnes vivent dans la misère parce qu'elles souffrent d'une maladie chronique. Les indemnités minimales qu'elles perçoivent sont nettement inférieures au revenu de sécurité d'existence alors qu'elles doivent assumer des dépenses élevées de soins de santé.

Ziekenzorg réclame le revenu de sécurité d'existence pour 134.000 invalides, un revenu autorisé plus élevé pour le conjoint aidant sans réduction de l'indemnité d'invalidité et un petit treizième mois pour ne pas obliger les malades chroniques à consacrer tous leurs moyens financiers à leurs thérapies et à leurs soins de santé.

Cela fait des années que nous tirons la sonnette d'alarme mais cette fois, nous attendons du gouvernement qu'il décide enfin une intervention structurelle. Aucun membre de cette assemblée ne veut laisser certains de nos concitoyens sur le bord de la route. Je fais donc confiance à mes collègues pour traduire leur sollicitude dans leur manière de voter.

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	128	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

26 **Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les contrats privés d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (nouvel intitulé)(2689/5)**

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	103	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	25	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.(2689/5)

27 **Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la gestion administrative et financière des coordinations provinciales pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2920/)**

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	93	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	34	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.(2920/)

28 **Projet de loi relatif à la répétabilité des honoraires et des frais d'avocat (2891/)**

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	123	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	123	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. (2891/)

28.01 **Pieter De Crem** (CD&V) : Nous n'avons pas voté sur la proposition 2842.

29 **Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances en ce qui concerne la fusion par absorption des associations d'assurances mutuelles (2842/5)**

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	37	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

30 **Projet de loi modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire (2922/1)**

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

31 **Projet de loi organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des**

greffiers de l'ordre judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, et les référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux (2923/1)

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	123	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

32 **Projet de loi domaniale (2931/1)**

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

33 **Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de les mettre en conformité avec certains principes du Traité instituant la Communauté européenne et de l'Accord sur l'Espace économique européen (2951/1)**

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

34 **Projet de loi relatif aux accords de consommation (2940/3)**

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	89	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	39	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

35 **Proposition de résolution relative à la mise en place d'un marquage routier approprié aux abords des écoles (2766/5)**

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	88	Oui
Nee	35	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

36 **Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public (2880/1)**

<i>(Stemming/vote 17)</i>		
Ja	124	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

36.01 **Magda De Meyer** (sp.a-spirit): J'ai voté oui.

37 **Projet de loi modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public et la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (2917/4)**

<i>(Stemming/vote 18)</i>		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

38 **Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les contestations relatives à l'octroi, à la révision et au refus de l'aide matérielle (2765/2)**

<i>(Stemming/vote 19)</i>		
Ja	107	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

39 **Amendement et article réservés du projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (nouvel intitulé) (2720/1-10)**

Vote sur l'amendement n° 20 de Zoé Genot à l'article 3.(2720/6)

<i>(Stemming/vote 20)</i>		
Ja	4	Oui
Nee	120	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 3 est adopté.

40 Ensemble du projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (nouvel intitulé) (2720/10)

<i>(Stemming/vote 21)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

41 Projet de loi tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes (2721/7)

<i>(Stemming/vote 22)</i>		
Ja	90	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

Le **président** : Mme Gerkena a voté oui.

42 Amendement et article réservés du projet de loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination (2722/7)

Vote sur l'amendement n° 12 de Zoé Genot à l'article 3.(2722/3)

<i>(Stemming/vote 23)</i>		
Ja	5	Oui
Nee	104	Non
Onthoudingen	19	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 3 est adopté.

43 Ensemble du projet de loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination (2722/7)

<i>(Stemming/vote 24)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

44 **Projet de loi adaptant le Code judiciaire à la législation tendant à lutter contre les discriminations et réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (2723/3)**

<i>(Stemming/vote 25)</i>		
Ja	90	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

45 **Proposition de loi modifiant les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, en ce qui concerne la détermination du taux d'incapacité permanente des invalides après l'âge de 65 ans (1159/5)**

<i>(Stemming/vote 26)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

46 **Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne les mandataires communaux et provinciaux (2953/1)**

<i>(Stemming/vote 27)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

47 **Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et l'arrêté royal du 22 juin 1983 portant statut de reconnaissance nationale en faveur des membres du corps expéditionnaire pour la Corée afin de remplacer la date du 27 juillet 1953 par celle du 15 septembre 1954 dans le statut de reconnaissance nationale en faveur des membres du corps expéditionnaire pour la Corée (2972/1)**

<i>(Stemming/vote 28)</i>		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

48 **Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement**

et l'éloignement des étrangers (2976/1)

<i>(Stemming/vote 29)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

49 **Projet de loi relatif à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant des dispositions diverses (2963/2)**

<i>(Stemming/vote 30)</i>		
Ja	128	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

50 **Projet de loi portant abrogation de l'article 8 de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, et modifiant l'article 121 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (2964/2)**

<i>(Stemming/vote 31)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

Camille Dieu : j'ai voté oui

Eric Massin : j'ai voté oui.

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

51 **Projet de loi portant modification de la loi du 20 juillet 1979 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certains cotisations, droits, taxes et autres mesures, en exécution de la directive 2006/84/CE de la Commission du 23 octobre 2006 (2977/1)**

<i>(Stemming/vote 32)</i>		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

52 **Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les indemnités octroyées à des artistes (2994/1)**

(Stemming/vote 33)			
Ja	127		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	0	Abstentions	
Totaal	127		Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

53 Résultat du scrutin pour la nomination du président de la Commission de la protection de la vie privée (3033/1)

Votants : 124
Blancs et nuls : 6
Votes valables : 118
Majorité absolue : 60

M. Willem Debeuckelaere a obtenu 89 suffrages.

M. Paul Boudolf a obtenu 29 suffrages.

M. Willem Debeuckelaere ayant obtenu 89 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé président de la Commission de la protection de la vie privée.

54 Résultat du scrutin pour la nomination des membres externes des Comités sectoriels de la Commission de la protection de la vie privée (3015/1)

Comité sectoriel pour le Registre national

Membres effectifs

Premier mandat

Mme Anne-Emmanuelle Bourgaux a obtenu 80 suffrages.

M. Pascal Hubain a obtenu 19 suffrages.

Mme Anne-Emmanuelle Bourgaux ayant obtenu 80 suffrages, soit la majorité absolue, est nommée membre effectif du Comité sectoriel pour le Registre national.

Deuxième mandat

Mme Christelle Arend a obtenu 79 suffrages.

M. Thierry Mansvelt a obtenu 4 suffrages.

Mme Christelle Arend ayant obtenu 79 suffrages, soit la majorité absolue, est nommée membre effectif du Comité sectoriel pour le Registre national.

Troisième mandat

M. Daniël Haché a obtenu 78 suffrages.

Mme Tania Dekens a obtenu 0 suffrage.

M. Daniël Haché ayant obtenu 78 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre effectif du Comité

sectoriel pour le Registre national.

Membres suppléants

Premier mandat

M. Marc Lognoul a obtenu 98 suffrages.

Mme Christelle Arend a obtenu 1suffrage.

M. Marc Lognoul ayant obtenu 98 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre suppléant du Comité sectoriel pour le Registre national.

Deuxième mandat

M. Emmanuel Quintin a obtenu 97 suffrages.

M. Foulek Ringelheim a obtenu 0 suffrage.

M. Emmanuel Quintin ayant obtenu 97 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre suppléant du Comité sectoriel pour le Registre national.

Troisième mandat

M. Bart Preneel a obtenu 96 suffrages.

M. Daniel De Cock a obtenu 2 suffrages.

M. Bart Preneel ayant obtenu 96 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre suppléant du Comité sectoriel pour le Registre national.

Comité sectoriel pour la Banque-Carrefour des Entreprises

Membres effectifs

Premier mandat

M. Pierre Dejemeppe a obtenu 85 suffrages.

M. Foulek Ringelheim a obtenu 0 suffrage.

M. Pierre Dejemeppe ayant obtenu 85 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre effectif du Comité sectoriel pour la Banque-Carrefour des Entreprises.

Deuxième mandat

M. Jan Steenlant a obtenu 98 suffrages.

M. Niko Demeester a obtenu 0 suffrage.

M. Jan Steenlant ayant obtenu 98 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre effectif du Comité sectoriel pour la Banque-Carrefour des Entreprises.

Troisième mandat

Mme Anne Cornet a obtenu 81 suffrages.

Mme Christelle Arend a obtenu 2 suffrages.

Mme Anne Cornet ayant obtenu 81 suffrages, soit la majorité absolue, est nommée membre effectif du Comité sectoriel pour la Banque-Carrefour des Entreprises.

Membres suppléants

Premier mandat

Mme Dominique Devos a obtenu 84 suffrages.

Mme Séverine Waterbley a obtenu 0 suffrage.

Mme Dominique Devos ayant obtenu 84 suffrages, soit la majorité absolue, est nommée membre suppléant du Comité sectoriel pour la Banque-Carrefour des Entreprises.

Deuxième mandat

M. Bart Misseeuw a obtenu 79 suffrages.

M. Jan Steenlant a obtenu 19 suffrages.

M. Bart Misseeuw ayant obtenu 79 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre suppléant du Comité sectoriel pour la Banque-Carrefour des Entreprises.

Troisième mandat

M. Michael Herbatschek a obtenu 78 suffrages.

M. Marc Lognoul a obtenu 15 suffrages.

M. Michael Herbatschek ayant obtenu 78 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre suppléant du Comité sectoriel pour la Banque-Carrefour des Entreprises.

Comité sectoriel pour l'autorité fédérale

Membres effectifs

Premier mandat

Mme Tania Dekens a obtenu 83 suffrages.

M. Daniël Haché a obtenu 1 suffrage.

Mme Tania Dekens ayant obtenu 83 suffrages, soit la majorité absolue, est nommée membre effectif du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale.

Deuxième mandat

Mme Séverine Waterbley a obtenu 78 suffrages.

M. Pascal Hubain a obtenu 20 suffrages.

Mme Séverine Waterbley ayant obtenu 78 suffrages, soit la majorité absolue, est nommée membre effectif du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale.

Troisième mandat

M. Niko Demeester a obtenu 90 suffrages.

M. Dirk Oosterlinck a obtenu 2 suffrages.

M. Niko Demeester ayant obtenu 90 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre effectif du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale.

Membres suppléants

Premier mandat

M. Erik Van Hove a obtenu 98 suffrages.

M. Remy Donckerwolcke a obtenu 1 suffrage.

M. Erik Van Hove ayant obtenu 98 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre suppléant du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale.

Deuxième mandat

M. Yves Pouillet a obtenu 98 suffrages.

M. Yves Roggeman a obtenu 1 suffrage.

M. Yves Pouillet ayant obtenu 98 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre suppléant du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale.

Troisième mandat

M. Dirk Oosterlinck a obtenu 78 suffrages.

M. Niko Demeester a obtenu 19 suffrages.

M. Dirk Oosterlinck ayant obtenu 78 suffrages, soit la majorité absolue, est nommé membre suppléant du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale.

55 Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne les mandataires communaux et provinciaux (2954/1)

Conformément à l'art.4, dernier alinéa, de la Constitution, les dispositions et l'ensemble du projet de loi spéciale doivent être adoptés à la majorité des suffrages de chaque groupe linguistique, à condition que la majorité des membres de chaque groupe se trouve réunie et pour autant que le total des votes positifs émis dans les groupes linguistiques atteigne les deux tiers des suffrages exprimés.

(Stemming/vote 34)				
	F	Tot.	N	
Oui	48	125	77	Ja
Non	0	0	0	Nee
Abstentions	0	0	0	Onthoudingen
Total	48	125	77	Totaal

Le quorum des suffrages dans chaque groupe est atteint. Le quorum des présences dans chaque groupe linguistique est atteint. La majorité des 2/3 des suffrages est atteinte. En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi spéciale. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

56 Adoption de l'agenda

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation? (*Non*) La proposition est adoptée.

La séance est levée à 23 h 07. Prochaine séance le jeudi 12 avril 2007 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 18.21 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: mevrouw Freya Van den Bossche en de heer Christian Dupont

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Jo Vandeurzen

Gezondheidsredenen: Mohammed Boukourna en Alisson De Clercq

Familieaangelegenheden: Marie Nagy

Huwelijk: Véronique Salvi

Buitenslands: Pierre Lano

IPU: Geert Versnick

Ontwerpen en voorstellen

01 Wetsontwerp betreffende de consumentenakkoorden (2940/1-3)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

01.01 Koen T'Sijen, rapporteur: De laatste dertig jaar werd er al meermaals ingegrepen in de verhoudingen tussen de verkopers en consumenten op het vlak van de handelspraktijken, financiële diensten en veiligheid. Maar omdat hiermee nog niet alles geregeld wordt, doken er ook gedragscodes, charters en buitengerechtelijke behandeling van klachten op.

Dit ontwerp wil dit soort onderhandelingen formaliseren en de bekomen akkoorden integreren in een wettelijk kader. Consumentenakkoorden zijn veel soepeler en betrekken alle partijen bij de uitwerking van de regels, wat de naleving ervan ten goede komt. Een akkoord zal van toepassing zijn op de hele betrokken sector. De naleving wordt gecontroleerd door bevoegde ambtenaren. Overeenkomstig artikel 101 van de wet inzake handelspraktijken kan een pv van waarschuwing worden opgesteld, waarna eventueel sancties kunnen volgen volgens artikel 103.

Mevrouw Pieters wees op de kritische opmerkingen van de commissie Onrechtmatige Bedingen en vroeg om een hoorzitting. De minister wees dat af, omdat de leden van deze commissie erg verdeeld zijn over het advies. Het voorstel om hoorzittingen te organiseren werd verworpen met 8 stemmen tegen, 1 onthouding en 1 stem voor. Daarop weigerde mevrouw Pieters deel te nemen aan de verdere bespreking van dit ontwerp.

Mevrouw Lalieux benadrukte dat het wetsontwerp grondig werd uitgewerkt en dat het een stelsel biedt van coregulering met de consumentenorganisaties. Ook mevrouw De Meyer merkte op dat dit ontwerp niet uit de lucht komt gevallen, aangezien de Raad van Verbruik al een advies gaf in 2003. Ze onderstreepte het belang van dit ontwerp voor de consumentenbescherming.

Het geamendeerde wetsontwerp werd aangenomen met 10 stemmen voor, 1 tegen en 1 onthouding.

01.02 Trees Pieters (CD&V): Ik heb mij inderdaad niet willen mengen in de bespreking van het ontwerp in

de commissie, omdat de meerderheid en de minister geen hoorzitting wou organiseren. Dit is ongezien in deze commissie: er mochten geen hoorzittingen worden georganiseerd, zelfs niet toen ook de commissie Onrechtmatige Bedingen, het VBO en de middenstandsorganisaties daarom gevraagd had.

Het is duidelijk dat het hier gaat om een politieke deal, waarbij de VLD haar koopzondagen kreeg en de sp.a de consumentenakkoorden. Binnen de vijf minuten werd er over dit ontwerp gestemd, zonder vragen of opmerkingen. De marionetten van paars hebben hun werk gedaan. Dat was een ronduit beschamende voorstelling!

De regering vroeg de urgentie, maar de Raad voor het Verbruik gaf al adviezen op 25 september 2003 en 9 december 2005 en de Raad van State gaf reeds een advies op 20 april 2006. Urgentie was dus helemaal niet aan de orde.

Dit ontwerp omkadert de collectieve consumentenakkoorden die in de Raad voor het Verbruik gesloten worden over de bescherming van de consumenten en dit op vraag van een lid of van de regering. Als een sector niet vertegenwoordigd is, wordt ze uitgenodigd. Unanimiteit is vereist en het aanwezigheidsquorum moet worden vastgelegd. De commissie Onrechtmatige Bedingen moet een advies uitbrengen. De minister brengt vervolgens de regering op de hoogte van het akkoord. Als iemand in de regering niet akkoord gaat, dan wordt het besproken in de Ministerraad, die het moet bekrachtigen. De ondertekenaars moeten waken over de naleving. Via een KB kan de toepassing van een akkoord worden opgelegd.

De adviezen van de Raad voor het Verbruik, de Raad van State en de commissie Onrechtmatige Bedingen zijn erg verdeeld en negatief. Het gaat daarenboven om fundamentele bezwaren. De commissie Onrechtmatige Bedingen oordeelt enkel over de juridische argumenten en wijst erop dat de procedure van algemeen bindend verklaring en van reglementering via KB in strijd is met enkele basisregels van het Belgische rechtsbestel, onder meer met de contractvrijheid.

De commissie stelt dat contracten de partijen tot wet strekken. Daarvan kan enkel bij wet worden afgeweken. De voorgestelde wijze van algemeen bindend verklaring is volgens de commissie ook niet in overeenstemming met het beginsel van contractvrijheid en de relativiteit van de aangegane overeenkomsten. De bepaling dat het niet-naleven van een clause in een consumentenakkoord strijdig is "met de eerlijke gebruiken", voldoet volgens de commissie ook niet. De mogelijkheid tot bekrachtiging door de Koning bevat in dat opzicht evenmin voldoende waarborgen. De juridische binding van verkopers die geen lid zijn van een beroepsorganisatie, is dan weer strijdig met het gelijkheidsbeginsel.

Ook betreurt de commissie dat de onderhandelingen over het geoorloofde karakter van bepaalde voorwaarden een onderdeel zouden vormen van een breder compromis over verkoopspromotietechnieken. Dat belemmert het objectieve oordeel over de rechtmatigheden van de clauses. Daarnaast wordt gevreesd dat de consumentenakkoorden de toets met de gecoördineerde wet van 1 juli 1999 tot bescherming van de economische mededinging en het Europese kartelrecht en met de regels inzake het vrije verkeer niet kunnen doorstaan.

De voorgestelde wijze van algemeen bindend verklaring is volgens de commissie dus niet in overeenstemming met enkel basisbeginsels van het Belgisch recht. Er zijn ook vragen over de afdwingbaarheid. De procedure is volgens de commissie zelfs ongrondwettelijk. De bedrijfsorganisaties zijn niet bevoegd om in naam van hun leden akkoorden te sluiten die bindend zijn voor de leden.

Ook de Raad van State spaart zijn kritiek niet en heeft vragen bij de representativiteit van de organisaties die binnen de Raad voor het Verbruik als ondertekenaars zullen optreden. Een akkoord dat betrekking heeft op een sector die niet in de Raad voor het Verbruik is vertegenwoordigd, kan enkel worden afgesloten met de goedkeuring van die sector of hun vertegenwoordigers. Deze regeling is echter gebrekkig uitgewerkt. De omschrijving van het begrip 'sectoren' ontbreekt en ook is niet duidelijk welke bedrijven van een sector bij de

onderhandelingen zullen worden betrokken.

De rechtskracht en de plaats in de normenhiërarchie zijn evenmin duidelijk. Het consumentenakkoord bindt immers niet enkel de ondertekenaars, maar ook de personen wier belangen zij vertegenwoordigen. Dat wijkt af van de regel van de relativiteit van overeenkomsten.

De Raad van State van zijn kant stelde vast dat het ontwerp grondig moet worden herwerkt.

Binnen de Raad voor het Verbruik, ten slotte, stelen we een tegenstelling vast. De consumentenorganisaties gaan akkoord gaan met de gekozen omkadering omdat die volgens hen een goede invulling geeft aan het begrip coregulering. De productiesector, de distributie, de middenstand en de landbouw hebben daarentegen harde kritiek. Volgens hen is er geen juridisch beletsel om op vrijwillige basis akkoorden af te sluiten. Zij vrezen bovendien voor 'overreglementering', wat het concurrentievermogen van de Belgische ondernemingen in het gedrang brengt. In het kader van de Europese harmonisering mogen lidstaten geen nationale bepalingen invoeren die strenger zijn dan de Europese richtlijn. Zij vragen zich af of dit ontwerp niet strijdig is met die richtlijn en willen dat dit wordt onderzocht.

Een steeds terugkerende probleem is dat van de representativiteit van de consumentenorganisaties, wat de werking van het systeem in het gedrang brengt.

Gezien de vele juridische bezwaren en het verzet van de vertegenwoordigers uit de productie, distributie, middenstand en landbouw, kan men zich afvragen of dit systeem wel zal kunnen werken. Hoe kunnen afdwingbare consumentenakkoorden worden afgesloten als de helft van het orgaan dat die akkoorden moet sluiten, zich ertegen verzet? Dit is toch vooral een echt symbooldossier.

Het VBO had gevraagd om hoorzittingen te organiseren, maar dat is niet gebeurd. De commissie voor het Bedrijfsleven heeft het ontwerp zonder het minste inhoudelijke debat goedgekeurd.

De regering heeft een politieke deal afgesloten: koopzondagen versus een consumentenakkoord. De zelfstandigen worden hierdoor tweemaal benadeeld: zij zijn helemaal geen vragende partij voor meer koopzondagen wegens het prijskaartje en met de consumentenakkoorden krijgen zij er een zoveelste hindernis bij. VLD gaat blijkbaar altijd onder de lat door als het gaat over de belangen van de hardwerkende zelfstandige! (*Applaus van CD&V*)

01.03 Dominique Van Roy (MR): Dit ontwerp is bedoeld om een wettelijk kader te creëren voor het sluiten van akkoorden tussen de representatieve consumentenverenigingen en de bedrijfsverenigingen binnen de Raad voor het Verbruik.

Het is een goed initiatief, want het consumentenrecht is volop in beweging. In tal van sectoren werden er de jongste jaren reeds verschillende akkoorden afgesloten tussen de vertegenwoordigers van de beroepsbeoefenaars en de consumenten. Over het algemeen konden dankzij die akkoorden verscheidene problemen opgelost worden.

Bovendien bieden die akkoorden een aantal voordelen: ze kunnen gemakkelijker aangepast worden dan een loutere regelgeving; ze zorgen ervoor dat de betrokken partijen rechtstreeks mee aan tafel zitten vanaf het ogenblik dat de regels worden uitgewerkt; ze kunnen zelfs tot een verlichting van de werklast van het gerecht leiden omdat een aantal klachten niet meer voor de hoven en rechtbanken moeten worden gebracht. Daarom zijn we voorstander van een dergelijk akkoord en zullen wij dit ontwerp goedkeuren.

Niettemin stel ik me nog een aantal vragen over de plaats die deze akkoorden in de hiërarchie der rechtsnormen innemen. Kunnen ze door derden worden ingeroepen? Ik heb ook vragen bij de mogelijkheid om akkoorden te sluiten in verband met de statutaire opdracht van de organismen die deel uitmaken van de Raad voor het Verbruik. We moeten tegelijk voorkomen dat de concurrentiepositie van onze bedrijven blijvende schade ondervindt van onze regelgeving, temeer daar Europa steeds meer naar een harmonisatie

van het consumentenrecht streeft.

Ik hoop dat de sector niet zal nalaten ons de problemen te melden waarmee hij eventueel te maken krijgt. Zo nodig zullen we de wet dan kunnen evalueren.

01.04 Minister **Freya Van den Bossche** (*Nederlands*): Ik begrijp de commotie over het gebrek aan debat in de commissie niet. Het was de keuze van de commissieleden om het debat vooral in de plenaire zitting te houden. Dat mag, maar dan moet men de indiener van het ontwerp achteraf geen verwijten maken.

Niemand legt iemand een consumentenakkoord op. Er is een dubbele unanimité nodig. Iedereen moet akkoord gaan om onderhandelingen over iets te starten en iedereen moet het met het akkoord eens zijn. De dialoog en de overlegcultuur bestaan al jaren binnen de Raad voor het Verbruik. Een al bestaande praktijk wordt dus gewoon wettelijk omkaderd.

Men stelt zich blijkbaar ook vragen bij de representativiteit van een organisatie die al dertig jaar goed functioneert en paritair samengesteld is. Binnen die organisatie zijn al eerder leden gewisseld volgens maatschappelijke evoluties. Iedereen die wil, kan daarover een constructief voorstel doen. Ik betwist dat de Raad nu niet representatief zou zijn.

Consumentenakkoorden hebben rechtskracht. Alle normen en regels moeten dus gerespecteerd worden. De beroeps- en consumentenorganisaties hebben een informatieplicht, maar dat betekent niet dat ze ook verantwoordelijk zijn voor niet-naleving van een consumentenakkoord door hun leden. Het zijn de bedrijven zelf die verantwoordelijk zijn en plegen ze een inbreuk tegen een consumentenakkoord, dan maken ze zich schuldig aan een oneerlijk handelsgebruik. Daarom wordt een akkoord ook onder meer in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

Dat principe wordt al lang gebruikt om vrijwillige akkoorden te doen naleven. Het is de algemene directie Controle en Bemiddeling van de FOD Economie die optreedt tegen die oneerlijke handelsgebruiken.

Het is gewoon logisch dat de wetgever ervoor zorgt dat de concurrentie eerlijk is. Wie de mogelijk openlaat dat bepaalde bedrijven zich niet gebonden hoeven te voelen door een consumentenafspraken, creëert oneerlijke concurrentie. Eerlijke concurrentie is essentieel voor het goed functioneren van de vrije markt.

De draagwijdte van een consumentenafspraken is dezelfde als die van een KB. Ook dat principe is helemaal niet nieuw en er zijn hiervan verschillende voorbeelden op het gebied van consumentenbescherming te vinden.

Het ontwerp bouwt basisvoorwaarden in: de toepassing van het akkoord moet nationaal zijn en een eenparig advies van de Raad voor het Verbruik is nodig.

Het ontwerp schept dus een algemeen kader waarbinnen afspraken kunnen worden gemaakt in alle vrijheid en op basis van een aantal essentiële principes zoals unanimité.

Er moet een huishoudelijk reglement komen dat via een in de Ministerraad overlegd besluit moet worden goedgekeurd. Ook op dat vlak nemen we dus onze verantwoordelijkheid.

Een akkoord kan inderdaad ingrijpen op contractuele voorwaarden tussen partijen. Ook dat is niet wereldschokkend. Het kan daarom wel nooit retroactief in werking treden. Contractanten krijgen de tijd om hun contracten aan te passen. Dat is altijd zo geweest en de administratie is in deze ook altijd correct geweest. Er is nooit enig probleem geweest, ook niet op het vlak van de representativiteit.

Dit wetsontwerp is tot slot perfect verenigbaar met het KB dat de oprichting van de Raad voor het Verbruik regelt.

Dat het advies van de commissie Onrechtmatige Bedinging verdeeld is, is ook weer niet zo verwonderlijk.

Consumentenorganisaties vinden zelfs niet dat dit advies op zijn plaats is. De commissie heeft inhoudelijke bezwaren, wat niet vreemd is omdat de nieuwe regels de consumenten beschermen en beroepsorganisaties zien dat niet graag. Dat de afspraken alleen unaniem kunnen worden gemaakt, countert hun bezwaren.

Het is nog altijd beter voor consumentenorganisaties en bedrijven om eigen akkoorden te maken dan dat ze alles van bovenaf door de overheid opgelegd krijgen. Ze krijgen met dit ontwerp een instrument om eerlijke concurrentie te garanderen op een voor de rest vrije markt.

01.05 Trees Pieters (CD&V): De minister antwoordt helemaal niet op mijn vragen. Het debat in de commissie was gewoonweg niet mogelijk omdat er geen hoorzittingen werden toegestaan. Nochtans zijn de bedenkingen van de Raad van State ernstig en wordt dit ontwerp alom betwist. Wij eisten een debat, gestoffeerd door deskundigen, maar dat werd geweigerd door de minister.

De minister geeft hier informatie die niets ter zake doet. Het ontwerp is gekoppeld aan de koopzondagen en moest er daarom snel worden doorgejaagd. Dergelijke deals zijn onaanvaardbaar.

Wij zullen ons bij de stemming onthouden omdat we een zo betwist ontwerp niet via hoorzittingen hebben kunnen voorbereiden.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2940/3)

Het wetsontwerp telt 10 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 10 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

02 Voorstel van resolutie betreffende de invoering van een aangepaste wegmarkering in schoolomgevingen (2766/1-5)

- Voorstel van resolutie betreffende de zone-30 in de schoolomgevingen (2025/1-2)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee voorstellen van resolutie te wijden. (*Instemming*)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2766/5)

De bespreking is geopend.

02.01 Guido De Padt, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

02.02 Jef Van den Bergh (CD&V): Het blijft vreemd dat we deze resolutie hier behandelen. De resolutie bepleit een wegmarkering voor schoolomgevingen. Weginrichting is een bevoegdheid van de wegbeheerders. De vertegenwoordiger van de minister vond het zelf een aspect waarvan het laatste woord bij de Gewesten zou moeten liggen. De noodzaak staat vast, het Vlaamse Gewest heeft een aantal experimenten lopen.

De klassieke zone 30 is ontstaan in de jaren '80. Intussen is daar de zone 30 in schoolomgevingen bijgekomen. Binnen deze categorie kent men de vaste zone 30 met permanente aanduidingen en de variabele zone 30, die aangeduid worden met elektronische borden. Net als de heer Casaer vinden wij dat een vaste zone 30 het beste wordt verduidelijkt via infrastructurele ingrepen. Het lijkt ons gek om bij een variabele zone 30 permanente schilderingen aan te brengen.

De resolutie vraagt om een artikel in te voeren in het KB waardoor een markering op de rand van de rijbaan aangebracht *mag* worden. De heer Bellot van MR steunde het voorstel omdat het zou kunnen leiden tot een grotere uniformiteit van de schoolomgevingen. Die mogelijkheid creëren moet zelfs niet worden ingeschreven in het verkeersreglement, aangezien de wegbeheerders dit vandaag al doen. Men kan schilderingen aanbrengen, maar soms doet men ook inspanningen samen met de voetgangersbeweging, bijvoorbeeld via het aanbod van octopuspalen. Het is een beetje absurd dat het inschrijven van een mogelijkheid zou leiden tot een grotere uniformiteit.

Het is wel positief dat de meerderheid toegeeft dat er de voorbije jaren geknoeid is met de zone 30. In de jaren '80 koppelde men zware voorwaarden aan invoering van een zone 30. Die voorwaarden werden stilaan versoepeld, maar eigenlijk liep het mis vanaf het aantreden van paars-groen in 1999. De zone 30 in schoolomgevingen is een symbooldossier geworden waardoor men elke mogelijke voorwaarde voor de invoering ervan is gaan schrappen. Minister Anciaux heeft in 2004 voor alle andere zones 30 de voorwaarden geschrapt, waardoor er heel wat zones 30 zijn gekomen die niet herkenbaar zijn voor de weggebruiker. Alle fracties erkenden dit in de commissie. Nu moet men zoeken naar nieuwe methodes om die zones toch herkenbaar te maken. Die herkenbaarheid komt er volgens ons niet via een schildering aan de rand van de weg. Het moet via de infrastructuur gebeuren of door variabele borden aan de scholen.

Wij zullen het voorstel niet goedkeuren.

02.03 Hilde Vautmans (VLD): Wat de heer Van den Bergh zegt, werd weerlegd in de commissie. We willen een de mogelijkheid creëren in de wegcode en geven zo de wegmarkering een juridische waarde. Het is inderdaad zo dat de wegbeheerders ze nadien moeten uitvoeren.

Sedert 1 september 2005 zijn bijna vijfduizend schoolomgevingen afgebakend als zone 30. Sommige zijn variabel, anderen vast. Heel wat lokale besturen hebben inspanningen geleverd om de schoolomgeving goed aan te duiden. We kennen evenwel enkel de zones 30 uit onze eigen buurt. De problemen ontstaan als we verder van huis zijn. Het is inderdaad niet altijd duidelijk waar die omgevingen zijn. De heer Van den Bergh spreekt terecht over infrastructurele aanpassingen als drempels en bloembakken, maar hij weet ook dat dit niet overal mogelijk is. In sommige gevallen hebben de bloembakken geleid tot doden in het verkeer. Experts moeten de juiste infrastructurele aanpassingen bepalen. Omdat dit een dure zaak is, nemen veel gemeenten dit op in een meerjarenplanning. Hierdoor worden heel wat schoolomgevingen gedurende jaren enkel aangeduid met borden.

Ik begrijp de argumentatie van de heer Van den Bergh tegen deze resolutie niet. De acties samen met voetgangersbeweging bestaan ook uit een markering. De streep op de weg kan de zichtbaarheid van de schoolomgevingen ondersteunen, het bord heeft altijd voorrang.

In de resolutie zal de streep het bord ondersteunen. Wanneer dat variabel is, zal men dat best begrijpen. Wij willen als VLD gewoon meer de aandacht vestigen op het feit dat men een gevarenzone nadert.

02.04 Jef Van den Bergh (CD&V): Deze resolutie heeft volgens ons geen zin, want de wegbeheerders kunnen vandaag al duidelijke markeringen aanbrengen en markeringen op zichzelf hebben geen juridische waarde.

02.05 Hilde Vautmans (VLD): Deze resolutie zal mensen stimuleren om dit toe te passen. De inschrijving in de wet is een juridische basis.

De leeftijdsgroep van nul tot veertien jaar vertegenwoordigt jammer genoeg 21 procent van het aantal dode en gewonde voetgangers en 27 procent van het totaal aantal dode of ernstig gewonde fietsers. Een groot aantal van die ongevallen vindt plaats op weg van huis naar school of in de schoolomgeving. Een betere zichtbaarheid van de schoolomgeving met deze streep langs de weg zal inderdaad niet alle slachtoffers redden. Waar de VLD mee bestuurt, zal zij inspanningen leveren om veilige trajecten van de woning naar de school te stimuleren.

De resolutie is geen mirakeloplossing, want in een groot aantal gevallen zullen infrastructuurmaatregelen nodig zijn. Dikwijls ontbreken daarvoor nu de budgetten. Er zullen situaties zijn waarin er enkel een bord staat, waarbij de streep de zichtbaarheid zal vergroten.

Ik hoop dat straks iedereen de resolutie zal goedkeuren, zodat er strepen kunnen komen tegen 1 september. *(Applaus bij de VLD)*

02.06 Jef Van den Bergh (CD&V): De bedoelingen van mevrouw Vautmans zijn nobel. Iedereen van ons is bekommerd om de schoolkinderen. Men moet dit voorstel echter indienen in het Vlaams Parlement, niet hier. De Gewesten, de wegbeheerders en de lokale besturen moeten de schoolomgevingen zo veilig mogelijk inrichten. Als dit in afwachting van duidelijke infrastructuur zou kunnen - ik heb hier vragen bij - met schilderingen, kunnen ze dat tijdelijk doen. Daarvoor moet het verkeersreglement niet aangepast worden. Het is een volledig overbodige resolutie, die dient om zich te profileren op het thema.

02.07 Hilde Vautmans (VLD): Dit gaat niet om profilering. Het gaat om de veiligheid van onze schoolomgevingen. De uitvoering is inderdaad een zaak van de wegbeheerders. We vragen hier gewoon aan de minister een aanpassing van het KB om dat mogelijk te maken en te stimuleren. Ik zie niet in wat daar mis mee is.

De **voorzitter**: De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

03 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector (2880/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

03.01 De voorzitter: Mevrouw Galant, rapporteur, verwijst naar haar schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2880/1)

Het wetsontwerp telt 6 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

04 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de

schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector en van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 (2917/1-4)
- **Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, wat de burgerrechtelijke aansprakelijkheid bij arbeidsongevallen betreft (2892/1-2)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: Mevrouw Galant, rapporteur, verwijst naar haar schriftelijk verslag.

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2917/4)

Het wetsontwerp telt 28 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 28 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

05 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden (2720/1-10)

- **Wetsontwerp ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen (2721/1-7)**

- **Wetsontwerp ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie (2722/1-7)**

- **Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek naar aanleiding van de wet van ... ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, van de wet van ... ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, en van de wet van ... tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden (2723/1-3)**

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze wetsontwerpen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

05.01 De voorzitter: De heer Libert, rapporteur, verwijst naar zijn schriftelijk verslag.

05.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De vier wetsontwerpen tellen samen zeshonderd bladzijden. Ook het verslag van de hoorzitting, de 88 amendementen, de adviezen van de Raad van State bij de amendementen en het arrest van het Arbitragehof zijn goed voor tientallen bladzijden.

05.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw Van der Auwera verwijst naar het verslag, maar waar is de rapporteur? Heeft hij verslag uitgebracht?

De **voorzitter**: Omdat de heer Libert daarnet niet aanwezig was, heb ik gezegd dat hij naar zijn schriftelijk verslag verwees. Nu is hij er wel. Hij zal nu een uitbrengen.

05.04 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Het is niet de taak van de heer Laeremans om dit in het oog te

houden.

De **voorzitter**: Ik ben een beetje vlug geweest.

05.05 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Toen de Kamer hervormd werd, werd dagenlang gedebatteerd over de herwaardering van de taak van de verslaggever. De voorzitters Langendries en Nothomb hechtten daar alvast veel belang aan. De huidige voorzitter leidt uit de afwezigheid van de verslaggever af dat die verwijst naar het schriftelijk verslag.

De **voorzitter**: We zijn nogal vlug vooruit gegaan en de heer Libert was nog niet aanwezig. Ik zag hem niet, dus dacht ik dat hij naar het schriftelijk verslag verwees.

05.06 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Dit mag geen precedent worden.

05.07 Éric Libert, rapporteur: Ik stel u vandaag drie wetsontwerpen voor die betrekking hebben op de strijd tegen discriminatie: het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, het wetsontwerp ter bestrijding van discriminatie tussen mannen en vrouwen en het wetsontwerp ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie. Die ontwerpen vloeien voort uit het streven om de wetgeving te coördineren, te verduidelijken en aan te scherpen, uit het arrest van het Arbitragehof dat sommige bepalingen van de antidiscriminatiewet van 25 februari 2003 heeft vernietigd en uit de verplichting om Europese richtlijnen in Belgisch recht om te zetten.

Ik zal het eerst hebben over het toepassingsgebied: er dient een onderscheid gemaakt te worden tussen het personele en het materiële toepassingsgebied. Het personele toepassingsgebied omvat de lijst van verboden discriminatiegronden. De "racismewet" bevat een gesloten lijst van verboden discriminatiegronden: nationaliteit, een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst of nationale of etnische afstamming. De "genderwet" bevat ook een gesloten lijst van verboden discriminatiegronden (geslacht en vergelijkbare situaties). De regering acht het nu wenselijk ook een gesloten lijst van verboden discriminatiecriteria aan te nemen voor de "antidiscriminatiewet".

Sinds het Arbitragehof de gesloten lijst van de wet van 25 februari 2003 nietig verklaarde, breidt het toepassingsgebied van die wet zich uit tot elke vorm van onderscheid in behandeling, zonder uitdrukkelijke verwijzing naar de verboden discriminatiegronden welke voortvloeien uit de Europese richtlijnen. In de ingebrekestelling die ze België heeft gestuurd met betrekking tot richtlijn 43/2000, was de Commissie van oordeel dat de vereisten inzake transparantie en rechtszekerheid door de situatie miskend worden. Voorts vond de regering dat een "open voorbeeldlijst" onvoldoende rechtszekerheid biedt - er moest dus meer rechtszekerheid ingebouwd worden - want de antidiscriminatiewet moet ook van toepassing zijn op de betrekkingen tussen privépersonen.

De drie wetsontwerpen hebben een identiek materieel toepassingsgebied.

Het toepassingsgebied dat aan de drie wetten wordt toegekend, combineert dat van de wetten van 25 februari 2003 en 7 mei 1999, met toevoeging van de toepassingsgebieden van de richtlijn 2000/43.

Elk van de drie wetten omvat, onder de noemer "discriminatie", directe discriminatie, indirecte discriminatie, intimidatie en opdracht tot discrimineren.

In de "antidiscriminatiewet" en conform de richtlijn 78/2000, wordt het ontbreken van redelijke aanpassingen voor personen met een handicap vermeld als een bijzondere vorm van discriminatie.

Conform de Europese richtlijnen dient in "doeltreffende, evenredige en afschrikkende" sancties te worden voorzien.

In het burgerrechtelijke hoofdstuk voeren de drie wetsontwerpen een bepaling tot nietigheid van strijdige bepalingen en van clausules waarin wordt afgezien van de bescherming van de betrokken wet, een bepaling tot bescherming tegen represailles in de arbeidsverhoudingen, een beschermingsvoorziening tegen represailles buiten de arbeidsverhoudingen, een forfaitaire schadevergoeding en een vordering tot staking in.

Wat de strafrechtelijke bepalingen betreft, maakt men inzake de wetsontwerpen “gender” en “antidiscriminatie” een onderscheid tussen de inbreuk van het aanzetten tot discriminatie, het discriminerende gedrag van openbare ambtenaren en de verwerpelijke motieven.

Wat het wetsontwerp “racisme” betreft, gelden dezelfde strafbaarstellingen met daarnaast ook de bestraffing van het verspreiden van denkbepelden gegrond op rassuperioriteit en rassenhaat en van de deelname aan een organisatie die aanzet tot discriminatie, en de daden van discriminatie die nu worden bestraft door de wet-Moureaux.

Conform de eisen van de gemeenschapsrichtlijnen bevat elk van de drie wetsontwerpen een identiek hoofdstuk betreffende «de omkering van de bewijslast». In feite gaat het hier eerder om een verdeling van de bewijslast. Het is de bedoeling dat deze verdeling van de bewijslast wordt toegepast op elke gerechtelijke procedure tot uitvoering van voormelde wetten, met uitzondering van de strafrechtelijke procedures.

De gemeenschapsrichtlijnen leggen de erkenning op van het collectieve actierecht ten voordele van verenigingen, organisaties en rechtspersonen. Deze groepen werden belangenverenigingen genoemd en de verenigingen waarvan dit actierecht is erkend door de drie wetsontwerpen zijn dezelfde als diegene die de gecombineerde bepalingen van de wetten van 25 februari 2003 en 7 mei 1999 thans beogen.

In het kader van het wetsontwerp “racisme” zal het Centrum voor de Gelijkheid van Kansen worden aangeduid als institutionele actor om de gelijke behandeling te bevorderen. In het kader van het wetsontwerp “gender” zal dat het Instituut voor de Gelijkheid van mannen en vrouwen en in het kader van het wetsontwerp “antidiscriminatie” het Centrum voor de Gelijkheid van Kansen zijn.

De bevoegdheid inzake discriminatie op basis van de taal die verboden wordt door het wetsontwerp “antidiscriminatie” wordt toevertrouwd aan een gespecialiseerde openbare instelling. (*Applaus op de meeste banken*)

05.08 **Éric Libert** (MR): Mijnheer de voorzitter, in aansluiting bij het verslag, zou ik het woord willen nemen namens de MR-fractie.

Het behoud van de strafbaarstelling van racistische daden is van essentieel belang om de verworvenheden veilig te stellen.

Dankzij de evaluatie over vijf jaar zullen we zo nodig onze wetten kunnen aanpassen teneinde nauwer aansluiting te vinden bij het beoogde doel. (*Applaus bij de MR*)

05.09 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): De vier wetsontwerpen tellen samen zeshonderd bladzijden. Ook het verslag van de hoorzitting, de 88 amendementen, de adviezen van de Raad van State bij de amendementen en het arrest van het Arbitragehof zijn goed voor tientallen bladzijden.

De Kamercommissie besteedde een halve namiddag aan de hoorzitting waar de diverse belangengroepen en experts elk vijf minuten kregen om hun verhaal te doen. Daarna werden twee vergaderingen besteed aan de inhoud van de tekst met 140 artikelen. De commissie doorliep de teksten tegen een ijtempo van zeventig bladzijden per uur. Dit is een topprestatie en dat nog wel bij een wetgeving die iedereen rechtstreeks aanbelangt.

Deze zonder mogelijkheid van echte discussie haastig goedgekeurde wetten hebben een invloed op tien miljoen burgers. Zij bepalen hun recht van spreken en handelen, zelfs hun recht van denken. De adviezen van de Raad van State, de standpunten van het Arbitragehof en van de oppositie werden als niet relevant van tafel geveegd, zagezegd omwille van de noodzakelijke conformiteit met internationale verdragen en Europese richtlijnen.

Er werd duidelijk geopteerd voor ideologische in plaats van juridisch dwingende keuzes. Wij beweren niet dat de meerderheid in een democratie geen ideologische keuzes mag maken, maar wij betreuren sommige daarvan. Zo wordt bijvoorbeeld inzake de toegang tot goederen en diensten niet langer genderdiscriminatie toegelaten, waardoor vrouwen voor een autoverzekering voortaan 10 procent meer zullen moeten betalen en

voor een levensverzekering zelfs 50 procent meer. De statistieken tonen duidelijke verschillen aan tussen mannen en vrouwen en paars had hier een uitzondering op het gelijkheidsbeginsel kunnen behouden, maar deed dat niet. Indien de meerderheid daartoe toch nog een amendement zou indienen, dan zullen wij dat steunen.

Deze ideologische keuzes zullen uiteindelijk meer discriminaties invoeren dan er ongedaan maken. Dat zullen we tot schande van paars over enkele maanden moeten vaststellen wanneer het Arbitragehof opnieuw zal oordelen dat de nieuwe wetten ongrondwettelijk zijn. Het kan daartoe de argumenten van de Raad van State letterlijk overnemen. Daardoor ontstaat het vermoeden dat paars eigenlijk geen werkbare antidiscriminatiewet wil. De gelijkheidsidealen zijn theoretisch bereikt, maar in de praktijk niet toepasbaar. Daarmee is het kiespubliek van blauw en rood gerustgesteld, en als het slecht afloopt is dat de schuld van de onwillige rechters van de Raad van State en het Arbitragehof. Die houding bleek al bij de tegenstrijdige berichtgeving over de zogenaamde praktijktest. De VLD en de sp.a communiceerden daarover totaal verschillend en maakten daarbij allebei een opening naar het eigen kiespubliek. De reparatiewet volgt wel na de verkiezingen.

05.10 Martine Taelman (VLD): We zijn het al gewoon dat er verschillende meningen en groeperingen bestaan binnen de CD&V. In de commissie werd het duidelijk dat mevrouw Van der Auwera tegen de praktijktests is, terwijl mevrouw Lanjri op 18 januari vond dat de praktijktests er absoluut moesten komen. Wat is het standpunt van de CD&V?

05.11 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Ons standpunt is heel duidelijk. Wij zijn tegen het feit dat de praktijktests ingevoerd worden zonder respect voor algemene rechtbeginselen en de Grondwet en dat er vanuit wordt gegaan dat iedereen een praktijktest kan afnemen. Volgens de CD&V moeten de tests onder toezicht van een testverantwoordelijke worden afgenomen, die gescreend en opgeleid werd en een eed heeft afgelegd. De test moet gebeuren door iemand van de Sociale Inspectie onder het gezag van een overste.

De tests zelf kunnen worden uitgevoerd door testpersonen onder toezicht van een beëdigde verantwoordelijke en erkende instanties.

Er moet een verbod zijn op provocatie. Na een positieve test, moet er eerst worden bemiddeld en pas dan kunnen er burgerrechtelijke sancties volgen. In laatste instantie kan er strafrechtelijk worden opgetreden. De privacy en andere grondrechten moeten worden gegarandeerd. De tests moeten voor alle vormen van discriminatie op dezelfde wijze gebeuren. Dit ontbreekt allemaal in dit ontwerp.

05.12 Martine Taelman (VLD): Ik ben blij te horen dat men het eens is. Blijkbaar wil de CD&V sociale inspecteurs aanstellen om uitlokking te voorkomen, maar als men ambtenaren aanstelt, willen die ook iets doen en riskeert men toch uitlokking. Precies daarom was het voor de VLD belangrijk dat men geen ambtenaren ter plaatse zou sturen.

05.13 Greta D'hondt (CD&V): Dat zou dus betekenen dat sociale inspecteurs die de arbeidsvoorwaarden of de veiligheid op het werk gaan controleren, arbeidsongevallen of beroepsziekten zouden uitlokken.

05.14 Martine Taelman (VLD): Mevrouw D'hondt verdraait mijn woorden. Ik heb het hier enkel over de antidiscriminatiewet. Er is een verschil tussen de controle op het naleven van veiligheidsvoorschriften en dit soort controle.

05.15 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw Taelman heeft dus meer vertrouwen in de eerste de beste particulier die op eigen houtje statistisch materiaal verzamelt, dan in een beëdigd ambtenaar of een deurwaarder?

05.16 Martine Taelman (VLD): Neen, er moet eerst sprake zijn van discriminatie en dan pas kunnen er gegevens worden verzameld. Men kan niet overal gaan kijken.

05.17 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Volgens mevrouw Van der Auwera zouden de amendementen inzake de bewijsvoering ongrondwettelijk zijn. Waarom? Is het voorstel van de CD&V dan wel grondwettelijk? Het Arbitragehof heeft over dit punt in zijn arrest van 6 oktober 2004 niet gezegd dat het ongrondwettelijk zou zijn.

05.18 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Het advies van de Raad van State over dit amendement was vernietigend.

Mevrouw Taelman verwijt mevrouw D'hondt dat ze haar woorden verdraait, maar zij doet dat ook met mijn woorden. Het verbod op provocatie betekent voor ons dat er geen testen mogen gebeuren zonder een vermoeden van discriminatie. Paars kijkt neer op ambtenaren. Volgens de VLD zouden de praktijktests afgevoerd zijn, maar ze zijn in werkelijkheid helemaal terug. In de commissie bleek zeer goed hoe groot de kloof tussen blauw en rood is, waardoor er geen debat mogelijk is.

Het advies van de Raad van State over amendement 3 van de heer Giet cs was vernietigend. Zo werd opgemerkt dat een moeilijke kwestie zoals de praktijktests niet geregeld mag worden met een KB, maar in de wet verankerd moet worden. Dat geldt trouwens voor alle procedures die het mogelijk maken de bewijslast om te keren. Er moet gezocht worden naar een evenwicht tussen niet-discriminatie en de eerbiediging van fundamentele rechten en vrijheden. Praktijktests mogen dus niet gepaard gaan met uitlokking. Het amendement voldoet volgens de Raad van State niet aan de voorwaarden. Het begrip 'vermoeden van discriminatie' wordt alleen verklaard aan de hand van voorbeelden. Ook andere begrippen worden niet duidelijk genoeg gedefinieerd. Er wordt enkel verwezen naar de terminologie die de EU gebruikt, maar dat is natuurlijk onvoldoende.

De vraag rijst of de omkering van de bewijslast op grond van de eliminatie van andere factoren ook buiten de context van de gelijke beloning kan worden toegepast. Het is niet redelijk om uit het loutere verschil in behandeling een vermoeden van discriminatie af te leiden. De wetgever moet dus, volgens de Raad van State, een preciezer kader scheppen voor de mechanismen tot invoering van de omkering van de bewijslast.

De Raad wijst er verder op dat de lidstaten de mogelijkheid hebben om de bewijslast niet om te keren, als zij het mogelijk maken dat een bevoegde instantie de feiten onderzoekt. Dat doet de wetgever ook door in artikel 34 te bepalen dat de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht houden op de naleving van de wet. De omkering van de bewijslast is dus een ideologische keuze en geen verplichting en maakt het de beschuldigde bijna onmogelijk om een tegenbewijs te leveren, wat strijdig is met de rechten van de verdediging en de wapengelijkheid.

De formule van de regering zal leiden tot individuele afrekeningen en eigengerechtigheid. Men wil groepen die vatbaar zijn voor discriminatie bescherming bieden, maar de omkering van de bewijslast zal een averechts effect hebben. Om klachten te vermijden zal een verhuurder een pand immers liever in beperkte te kring te huur aanbieden in plaats van het breed te adverteren.

Dan is er de discussie over open of gesloten discriminatiegronden. De lijst met gesloten discriminatiegronden werd in 2004 vernietigd door het Arbitragehof. Ook de Raad van State had vragen bij de gesloten lijst omdat een aantal essentiële gronden niet beschermd is en de regering niet inging op de vraag tot objectieve verantwoording.

Omdat de werkelijk geleden schade moeilijk kan worden bewezen, is een forfaitaire schadevergoeding ingevoerd van 650 euro voor morele schade door discriminatie. Na een snel goedgekeurd amendement werd er een tweede schadevergoedingstrap van 1.300 euro ingevoerd. Dat bedrag is verschuldigd wanneer de beschuldigde niet kan aantonen dat zijn beslissing op niet-discriminatoire gronden is genomen of wanneer de morele schade zeer ernstig is. Dat betekent dat elke werkgever of elke verhuurder *onmiddellijk* zijn keuze moet verantwoorden omdat hij anders een dubbele boete riskeert.

Onderzoekers die het verband tussen intelligentie en ras onderzoeken, zullen altijd een maximale forfaitaire schadevergoeding moeten betalen. Als uit hun onderzoek blijkt dat een bepaalde groep nadelig wordt behandeld, zullen zij immers niet kunnen bewijzen dat zij op andere gronden tot dezelfde resultaten zouden zijn gekomen. Ook met objectieve vaststellingen zoals 'de hedendaagse terroristen hebben een bepaalde etnische afkomst' passen historici en sociologen maar beter op. Er is dringend een wet nodig die

wetenschappelijk onderzoek beschermt tegen vervolging, zowel op burgerrechtelijk als op strafrechtelijk gebied.

Het publiekelijk aanzetten tot haat jegens een persoon of groep wordt strafbaar gesteld. Dat betekent dat men op voorhand moet weten dat een bepaalde uitspraak of analyse een haatgevoel bij bepaalde mensen kan veroorzaken. Moet dan bij elke veroordeling een batterij psychologen aanrukken om de zaak te analyseren?

Wat ontbreekt is de omschrijving van een bijzonder opzet. Volgens de Raad van State en het Arbitragehof is dat nochtans een voorwaarde voor het legaliteitsbeginsel in strafzaken. Ook ontbreekt een verantwoording van het verschil in strafrechtelijke aanpak van racistische feiten en misdaden tegen andere groepen, zoals vrouwen en gehandicapten. Het Arbitragehof zal wel vaststellen dat dit in strijd is met het gelijkheidsbeginsel in de Grondwet, maar paars trekt zich nu eenmaal weinig aan van de Grondwet.

Nu wordt een uitgever die een pamflet uit de Tweede Wereldoorlog uitgeeft omdat hij het ter beschikking wil houden voor wetenschappelijk onderzoek, nog vrijgesproken, maar dat zal voortaan niet meer zo evident zijn. Er hoeft geen bijzonder opzet te zijn en men hoeft niet aan te tonen dat er ook inhoudelijk wordt opgezet tot haat. Het loutere verspreiden van denkbeelden die gebaseerd zijn op rassensuperioriteit of rassenhaat, is al strafbaar. Pech dus voor historici en filosofen. Gelukkig bestaat er nog zoiets als het Arbitragehof.

Vandaag is de premier aanwezig op de voorstelling van het boek *An open society and its enemies* van Karl Popper. Hij leest er zelfs uit voor, maar ik hoop dat hij niets zal voorlezen uit het eerste deel van het boek. Daarin wordt Plato ontmaskerd als een antidemocraat en een racist. De premier zou zich dus bezondigen aan een strafbaar feit door denkbeelden voor te lezen die gebaseerd zijn op rassensuperioriteit. Hopelijk blijft de gedachtepolitie thuis!

05.19 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw Van der Auwera is gelukkig dat het Arbitragehof er nog is. Ik herinner haar eraan dat de vorige racismewet is verworpen omdat wij, het Vlaams Belang, ermee naar het Arbitragehof zijn gestapt. Wij waren de enige partij die tegen de wet stemde. Zal CD&V ditmaal met ons meegaan naar het Arbitragehof?

05.20 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Onze partij is op dit moment bezig met het bijeenprokkeling van argumenten voor een verzoekschrift waarmee wij eventueel naar het Arbitragehof zullen gaan.

05.21 Valérie Déom (PS): Er werd grote vooruitgang geboekt door de wet van 2003. Toch moeten wij onze wetgeving voortdurend verbeteren in de strijd tegen de plaag van de discriminatie.

De voorgestelde hervorming is onontbeerlijk voor het omzetten van Europese richtlijnen die België ertoe verplichten zijn systeem ter bestrijding van discriminatie te herzien. Deze herziening maakt ook garanties mogelijk op het vlak van doeltreffendheid en sancties. Drie punten moeten worden benadrukt. Ten eerste zal de slachtoffers een forfaitaire vergoeding worden voorgesteld die het dubbele voordeel heeft een substantiële schadeloosstelling te vormen en het slachtoffer ervan te ontlasten de omvang van de geleden schade te bewijzen. Deze uitkering zal onmiddellijk kunnen worden uitgesproken door de rechter van de vordering tot staking waardoor de proceduretermijnen tot een minimum worden herleid.

Ten tweede wordt voor het burgerrechtelijk hoofdstuk een mechanisme voor de verdeling van de bewijslast ingesteld. Men heeft het hier over een verdeling van de bewijslast en niet over een omkering ervan: Wanneer het slachtoffer zich beroept op feiten die het bestaan van een discriminatie kunnen doen vermoeden, dient de verweerder te bewijzen dat er geen sprake was van discriminatie.

Voorts, en dat is een essentiële vooruitgang, reikt het ontwerp het slachtoffer verscheidene mogelijkheden aan om een begin van het vereiste bewijs aan te voeren.

Ten slotte worden de belangrijkste strafrechtelijke bepalingen die in de wet van 1981 zijn vervat, in het wetsontwerp ter bestrijding van racisme behouden.

Om sociale en symbolische redenen ware het beter geweest de essentie van deze strafbepalingen niet te

behouden.

Tot besluit kan ik zeggen dat ik met genoeg vaststel dat de hervorming volledig tegemoetkomt aan de eisen van de diverse instellingen die voor gelijkheid opkomen.

De PS-fractie zal met overtuiging voor al deze ontwerpen stemmen.

05.22 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Vier jaar na de goedkeuring van de antidiscriminatiwet zitten we hier opnieuw. Niet om het gezond verstand te laten zegevieren en de buitensporigheden overboord te gooien, maar om het allemaal nog erger te maken. Met vier nieuwe wetten wordt een repressiemachine in het leven geroepen tegen al wie niet politiek correct denkt. De wetten worden een instrument in een Big-Brothermaatschappij waar een eenheid van denken en van handelen aan de burgers wordt opgelegd. Die worden daardoor gedegradeerd tot robots die aan totalitaire wetten moeten gehoorzamen tegen elke vorm van menselijke vrijheid in.

Elke mens maakt elke dag wel honderd keuzes en dat doet hij niet op louter rationele gronden. Precies daarom is hij een mens en geen marionet aan de touwtjes van een grote roerganger. De mens steunt bij zijn keuzes evenveel op willekeur, vertrouwen, intuïtie, traditie als op pure ratio. Iedereen had tot voor kort de vrijheid anders te zijn. Die vrijheid wordt nu aan banden gelegd. Alles wat buiten het strikt familiale kader gezegd, geschreven of gedaan wordt, valt onder de wet. Het hele menselijke gedrag moet voortaan voortdurend rationeel worden verantwoord en zo nodig bestraft. Dat is totalitair beleid zonder meer.

De Raad van State wees er ten tijde van de antiracismewet al op dat de wetgever de burgers niet mag verplichten om de ideeën van de overheid over te nemen wat de strijd tegen discriminaties betreft. En datt is nu precies wat de overheid vandaag probeert te doen. Dit is dictatuur in haar zuiverste vorm.

Ook toenmalig justitieminister Verwilghen wees er in 2002 op dat een principieel verbod om een onderscheid te maken niet kon worden opgelegd als de concrete inhoud van dat onderscheid niet vaststaat. Hij had echter niet de moed om de degens te kruisen met de fanatici van links en stelde toen al zijn mandaat ter beschikking van de Franstalige socialisten.

Precies omwille van de onvoorstelbaar vage en dus onwettige strafbaarstelling heeft het Arbitragehof op onze vraag ingegrepen en in 2004 een deel van de strafbepalingen onderuitgehaald. De paarse meerderheid gaat door toch door op de verkeerde weg, ondanks de vernietigende kritiek van de Raad van State die zegt dat de voorzienbaarheid van strafbaarheid met deze wetten in het gedrang komt. Ook indirecte vormen van discriminatie worden immers strafbaar. De Raad van State geeft aan dat de nieuwe wet nog verder gaat dan de bepalingen die in 2004 door het Arbitragehof vernietigd zijn. Dit oordeel wordt door de meerderheid gewoon in de wind geslagen, ook al weet ze dat het Arbitragehof de wetten wellicht opnieuw zal vernietigen. Paars negeert de hoogste rechtscolleges van dit land. Wat een pretentie.

Door deze nieuwe wetten wordt het toepassingsgebied van de antiracismewet nog breder. Zelfs een onderscheid op basis van nationaliteit mag niet meer, hoewel de overheid in de wetgeving zelfs niets anders doet. De strafbaarstelling wordt opnieuw ingevoerd en ook opiniedelicten worden strafbaar, ongeacht de intenties waarmee iemand denkbeelden verspreidt. De ideeën van denkers die onze beschaving groot hebben gemaakt, mogen voortaan dus niet meer verspreid worden. Dat zegt zelfs discriminatiedeskundige Jogchum Vrielink. Zelfs het Oude Testament, de Thora en de Koran komen in het vizier van de strafrechter. Passages daaruit mogen zelfs niet meer worden geciteerd om racisme aan te klagen. Historici en wetenschappers zullen hun werk niet meer kunnen doen zonder voor hun hachje te vrezen. Een totale willekeur in het vervolgbeleid staat voor de deur.

Volgens de socialistische publicist Vrielink wordt de dooddooener "dat de vrijheid van meningsuiting niet absoluut is" een *carte blanche* die om het even welke beperking kan rechtvaardigen in het kader van het antiracismebeleid. Deze strafbepaling wordt zogenaamd ingevoerd omdat ze zou worden opgelegd door het internationale verdrag inzake de uitbanning van rassendiscriminatie. De minister schermf daar onterecht mee. Uitgerekend hier heeft België in 1975 bij de ratificatie, zoals vele andere landen, voorbehoud gemaakt, omdat deze bepaling haaks stond op het recht op vrije meningsuiting. Dan kan men dat verdrag vandaag toch niet als rechtvaardiging inroepen. Geen enkel ander land dat toen bezwaar aantekende, heeft de tekst

overgenomen, precies omdat die ingaat tegen de vrijheid van denken. Het is te verwachten dat het Arbitragehof artikel 21 zal vernietigen, omdat dit Hof ook de strafbaarstelling van een voornemen tot discriminatie vernietigde en dus a fortiori deze censuurwet zal vernietigen. Het pleit niet voor het intellectueel vermogen van minister Dupont dat hij dit niet wil inzien. Wij hebben in de commissie duidelijk gewaarschuwd voor de verregaande consequenties. De buitenlandse voorbeelden die de minister op papier zette, bevestigden ons grote gelijk.

Ik zou nu overstappen naar het burgerlijk onderdeel van het verhaal, naar het hoofdstuk van de schadevergoeding, de bewijsproblematiek en de fameuze praktijktests, maar men heeft in deze wetten een hele schemerzone gecreëerd tussen de strafrechtelijke en de burgerrechtelijke aanpak. De forfaitaire schadevergoeding die men voorstelt, komt in de praktijk neer op een soort van boete, niet te betalen aan de overheid, maar aan het vermeende slachtoffer.

Elk zogenaamd slachtoffer dat kan aantonen dat hij gediscrimineerd wordt - omdat men hem bijvoorbeeld een bepaalde woning niet verhuurt - heeft in principe meteen recht op 1.300 euro schadevergoeding zonder dat men de schade moet bewijzen. Bepaalde kringen zullen aansturen op situaties van uitlokking en goedkoop winstbejag. Dit zal eveneens zo zijn in arbeidsrechtelijke situaties waar de boete maar liefst zes maanden brutoloon bedraagt. Er is hier geen sprake van een normale schadevergoeding. Het gaat niet om gewone burgerlijke schadevergoedingen, maar om boetes met een strafrechtelijk karakter. Ze zijn ook afschrikkend bedoeld, zo geeft de minister toe.

Het openbaar ministerie, dat volgens de socialisten niet stoer genoeg meeliep in de strijd, heeft voortaan de mogelijkheid om tussenbeide te komen in burgerlijke procedures. Men omzeilt in feite het strafrecht en misbruikt het burgerlijk recht om veel repressiever aan antidiscriminatiebeleid te doen.

Waarom probeert men dit onder het burgerlijk recht te brengen? Omdat er in het strafrecht een fundamenteel rechtsbeginsel bestaat dat de omkering van de bewijslast uitsluit, namelijk het beginsel dat men onschuldig is tot bewijs van het tegendeel. Het is precies dat beginsel dat door dit ontwerp wordt geschonden, waar het bepaalt dat vermoedens en statistische gegevens volstaan om de bewijslast om te keren.

De Raad van State waarschuwt dat het bewijs dat men niet discrimineert in vele gevallen onmogelijk te leveren zal zijn. De verwerende partij zal niet alleen moeten bewijzen dat de door haar gehanteerde criteria neutraal zijn, maar dat ze ook in schijn neutraal zijn. Met andere woorden, men zal zijn goede bedoelingen moeten bewijzen. Dit zal leiden tot intentieprocessen aan de lopende band. Hoe kan een bedrijfsleider overigens bewijzen dat hij niet discrimineert als de wet hem verbiedt om statistische gegevens bij te houden over het ras of de afkomst van zijn sollicitanten? Bedrijfsleiders en kleine verhuurders zullen het mikpunt worden van intimidatie en chantage van personen die er alleen maar op uit zijn hun geld af te troggelen.

De Raad van State veegt de vloer aan met de methodes van verdachtmaking in het ontwerp. De heer Borginon heeft in de pers verklaard dat de praktijktests verdwenen zijn. Dat klopt, maar wat er in de plaats komt is nog veel erger. In plaats van vaststellingen door beëdigde ambtenaren krijgen we regelrechte verklikingspraktijken. Zowat alles kan gebruikt worden om een vermoeden van discriminatie aan te tonen: "een bepaald patroon van behandeling", "verschillende, los van elkaar staande meningen", "een referentiepersoon", "algemene statistieken", "feiten van algemene bekendheid", "elementair statistisch materiaal". De Raad van State wijst erop dat dit allemaal wel erg dubbelzinnig is en dat één en ander in de tekst moet verduidelijkt worden. De tekst voldoet volgens de Raad niet aan het wettigheidsbeginsel, omdat hij niet duidelijk en nauwkeurig is. Praktijktests zijn dan nog minder erg, want nu kan elke schimmige belangengroep aan uitlokking doen of statistische gegevens verzamelen.

De Raad van State doorprikt de verwijzing naar de rechtspraak van het Hof van Justitie. Die heeft namelijk betrekking op loonverschillen, iets wat wel gemakkelijk objectief vast te stellen is. Deze rechtspraak kan niet uitgebreid worden tot geschillen in verband met aanwerving, verhuur, ontslag, verkoop. Daar gaat het immers niet om meetbare verschillen.

Het is duidelijk dat de VLD ondertussen de PS tot in haar meest extreme dwaasheden nahuppelt. Dit is een regelrecht verklikkerssysteem, dat zal gebruikt worden om eerbare burgers mee te intimideren en dat zal leiden tot een explosie van beschuldigingen. Wat als bedrijven moegetergd besluiten hun biezen te pakken en zich elders te vestigen?

Is er dan niets ten goede veranderd aan de antidiscriminatiewet? Toch wel: als gevolg van de vernietigingsprocedure die wij met succes hebben ingesteld bij het Arbitragehof, wordt discriminatie op grond van politieke overtuiging nu - conform het internationaal recht - op gelijke voet behandeld met andere discriminaties.

Dit betekent echter niet dat de uitsluiting van het Vlaams Belang gestaakt wordt. Op dit ogenblik loopt er een procedure bij de Raad van State om onze partij van haar financiering te beroven. Het is ongehoord dat een partij zich voor een tweetalig, partijpolitiek benoemd rechtscollege moet verantwoorden.

Dat is nog niet alles: in de commissie Justitie wordt bij urgentie alweer een nieuwe wijziging van de antiracismewet besproken. Elke veroordeling wegens racisme zou leiden tot de automatische ontzetting uit het recht om verkozen te worden. Ook deze wet heeft als enige bedoeling om het Vlaams Belang van haar kopstukken te beroven. Nu de kiezer ons niet afstraft, maar ons integendeel telkens weer beloont, probeert men het via de strafrechtbank op te lossen. Hetzelfde ontwerp maakt het nota bene moeilijker om criminelen van gemeen recht uit hun rechten te ontzetten! Een dergelijke wetswijziging kan alleen verklaard worden door een irrationele haat, dezelfde haat die ook gebleken is bij de herdenking vorige week van onze betreurde collega Guido Tastenhoye.

Ik ben zeer trots tot een partij te behoren die niet slaafs de oekazes van de PS uitvoert en perverse ontwerpen goedkeurt. Mijn partij eet niet uit alle ruiven, maar zegt met Wies Moens: "Liever magere wolf in het bos dan vette hond aan de ketting". (*Applaus bij Vlaams Belang*)

05.23 Denis Ducarme (MR): Met dit ontwerp reiken we, in het verlengde van de tekst van 2003, al wie zich geminacht voelt omdat hij of zij in welk opzicht dan ook anders is, de wettelijke instrumenten aan om zich beter te verdedigen.

De niet-confessionele bewegingen hebben hun bezorgdheid uitgedrukt in de pers deze week, en graag vernam ik wat de minister hierover te zeggen heeft. Sommigen zijn bang dat de vrijheid om kritiek uit te oefenen op godsdiensten, om te blasfemereren of om een karikatuur te maken, meer bepaald van religieuze symbolen, door die tekst ingeperkt zou worden. Wij willen dat er niet getornd wordt aan de vrijheid van meningsuiting, inzonderheid ten aanzien van de katholieke leer, wanneer die standpunten inneemt over contraceptie die regelrecht misdadig te noemen zijn.

Het achtste punt van het toepassingsgebied garandeert de toegang tot elke economische, sociale, culturele of politieke activiteit.

De weigering van de ULB-rector enkele weken geleden om Tariq Ramadan aan een debat in de universiteit te laten deelnemen, was in mijn ogen een juiste beslissing in het licht van de verdediging van de vrijheden die ons zo dierbaar zijn. Zal punt 8 van het toepassingsgebied ertoe leiden dat er een nieuwe vorm van discriminatie ontstaat ten aanzien van sommige radicalen?

Nog wat dit punt 8 betreft, stelt het wetsontwerp dat er niet alleen niet op grond van de religieuze, maar ook niet op grond van de politieke overtuiging mag gediscrimineerd worden. Maar betekent dat niet dat als men bepaalde fascistische groepen het woord te geven, dat als een daad van discriminatie zal worden beschouwd?

05.24 Dylan Casaer (sp.a-spirit): De vier wetsontwerpen tellen heel veel bladzijden, maar ze lijken al bij al nogal op elkaar en het aantal basisprincipes is beperkt. Sommigen mogen racisme en discriminatie dan theoretische problemen vinden, voorbeelden uit de praktijk bewijzen het tegendeel. Ik ken mensen met een vreemde familienaam die van hun uitzendbureau een pak minder werkaanbiedingen krijgen dan mensen met

een Vlaamse naam. Ook het lot van een allochtone sollicitant bij het Drongense bedrijf Eurolock bewijst dat we de problemen niet mogen banaliseren.

De wetsontwerpen bieden op bepaalde vlakken een moderner en beter omschreven kader voor discriminatiebestrijding dan tot nu het geval was. De wetgeving wordt aangepast aan het arrest van het Arbitragehof en houdt rekening met de Europese richtlijnen en rechtspraak. De opgenomen principes zijn voor elke rechtstaat en harmonieuze samenleving noodzakelijk en gaan onder meer terug tot de Franse Revolutie.

Er is gekozen voor een ruime en laagdrempelige mogelijkheid tot bewijsvoering. De kosten moeten beperkt blijven en overdreven formalisme moet worden vermeden. Bovendien krijgen de belangenorganisaties en het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding een belangrijke taak, al zal het steeds een rechtbank zijn die uiteindelijk oordeelt en daarbij de nodige voorzorg in acht neemt. Dat de tot nu toe veeleer symbolische straffen in reële forfaitaire bedragen worden omgezet, is eveneens een goede zaak.

Sommigen vinden de gedeelde bewijslast een onaanvaardbaar novum. Nochtans staat in artikel 8 van de Europese richtlijn dat de verweerder moet bewijzen dat het beginsel van gelijke behandeling niet werd geschonden.

Ook in ons arbeidsrecht bestaat het principe van de gedeelde bewijslast. De Europese richtlijnen sluiten de mogelijkheid van strafrechtelijke sancties niet uit en het Arbitragehof zegt in het bekende arrest van 2004 dat de wetgever moet bepalen waar precies strafrechtelijk kan worden opgetreden.

De oppositie beweert ten onrechte dat deze ontwerpen door het Parlement worden gejaagd. Er werd wel degelijk een hoorzitting georganiseerd, maar daarop zijn nauwelijks leden van de oppositie komen opdagen. Daarna volgden anderhalve dag intensieve discussie met commentaar op de adviezen van de Raad van State. In die adviezen staat over de praktijktests onder meer dat die volgens het Arbitragehof geldig zijn, maar dat een te verregaande bevoegdheid aan de Koning wordt gedelegeerd om dit verder uit te werken. Dit is nu rechtgezet, zodat er geen sprake meer is van ongrondwettelijkheid.

05.25 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De heer Casaer vergelijkt appels met citroenen. Vroeger waren er aangaande de praktijktests vaststellingen nodig door een gerechtsdeurwaarder, een inspecteur of ambtenaren. Dit waren zaken die men later heel strikt zou regelen via KB. Nu kunnen alle mogelijke drukingsgroepen bewijzen aanleveren om te vragen dat de bewijslast wordt omgekeerd. Dat gaat dus veel verder dan de eerdere wet. Er zou a fortiori een regeling moeten worden uitgewerkt door de Koning of de uitvoerende macht. Nu zal er pure chaos heersen.

05.26 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Toch stel ik vast dat het Vlaams Belang daaromtrent niet eens een amendement heeft ingediend.

Bovendien meent de Raad van State dat een aantal begrippen beter moest worden omschreven. Twee deskundigen hebben daartoe de Europese rechtspraak grondig toegelicht. Er werden heel wat inspanningen gedaan om de verschillende begrippen te duiden. De Raad van State geeft overigens zelf aan dat hij niet de volledige Europese wetgeving heeft uitgepluisd, alhoewel hij daarvoor wel de tijd had.

Voorzitter: de heer Jean-Marc Delizée

De tussenkomst van mevrouw Van der Auwera vond ik eenzijdig. Mevrouw Taelman wees er trouwens op dat er bij CD&V ook andere geluiden te horen waren. Mevrouw Van der Auwera klaagde aan dat het onder meer de werkgever en de verhuurder moeilijk wordt gemaakt, terwijl de wet nu precies rekening houdt met de moeilijke positie van het slachtoffer om tot bewijsvoering te kunnen komen. De belangen van het slachtoffer

worden in de wet ter harte genomen.

De heer Laeremans maakt blijkbaar een onderscheid tussen de verschillende afdelingen van de Raad van State. Voor mij is de Raad van State één geheel.

05.27 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De afdeling Administratie is een rechtscollege, geen adviescollege. In België oordeelt een rechter in de taal van de rechtsonderhorige in rechtszaken en zeker in strafrechtzaken. De Raad van State als adviescollege is echter een gemengd college met evenveel Franstalige als Nederlandstalige leden die uitsluitend politiek benoemd zijn. Het is dus normaal dat wij argwanend zijn. Hoe zou de heer Casaer reageren mocht hij moeten verschijnen voor een rechtbank met rechters die allen door het Vlaams Belang benoemd zijn?

05.28 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Ik noteer dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State volgens Vlaams Belang blijkbaar niet politiek is samengesteld.

Tijdens de hoorzittingen pleitte het Vlaams Belang plotseling voor bijkomend personeel voor het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding, wat de heer De Witte in dank aannam. Enkele dagen later eiste een andere lid van Vlaams Belang dat het Centrum wordt afgeschaft. Dat verdient toch enige verduidelijking. (*Applaus van sp.a*)

05.29 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Wij reageerden op het feit dat het Centrum als instantie deze wet zal moeten toepassen. Het Centrum zal binnenkort ook moeten oordelen over discriminatie op basis van politieke overtuiging en daarvoor past het. Het Centrum zal immers discriminatie op basis van politieke overtuiging moeten aanklagen en dat wil de heer De Witte natuurlijk niet. Hij wil immers geen wettelijke, maar wel een politieke rol spelen. Had de heer Casaer onze ironie niet begrepen? Misschien kan hij na zijn carrière in de Kamer wel aan het werk als jurist in het Centrum.

05.30 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Uw goedheid kent geen grenzen. Zolang het Centrum bestaat, krijgt het dus extra personeel. De heer De Witte zal blij zijn.

Deze wet is een evenwichtig geheel. Sommigen menen ten onrechte dat het Arbitragehof de wet van 2003 volledig heeft vernietigd. Dat klopt niet. Een aantal bepalingen werd geschrapt. We moeten nu afwachten wat de rechtspraktijk en de rechtsleer zullen brengen. Inzake de praktijktests zal men ongetwijfeld overgaan tot de uitwerking van zogenaamde *good practices*.

Het maatschappelijk signaal dat discriminatie en racisme niet worden getolereerd en wel degelijk effectief worden bestreden, is heel belangrijk, zowel voor de slachtoffers als voor onze samenleving. Die samenleving is divers – of men het nu graag heeft of niet – en moet op een respectvolle en volwassen wijze met die diversiteit leren omgaan. Het is immers eerder een troef dan een bedreiging. (*Applaus van sp.a-spirit en PS*)

05.31 Zoé Genot (ECOLO): In de commissie zijn een hele reeks punten aan bod gekomen. Op een aantal daarvan zou ik nu willen terugkomen.

Er wordt vaak geklaagd over Europa. Maar in dit geval mogen we blij zijn: in 2000 heeft datzelfde Europa richtlijnen uitgevaardigd waarmee een kader kon worden gecreëerd voor discriminatiebestrijding. Dat wil daarom nog niet zeggen dat de situatie nu ideaal is: nog altijd doen bepaalde staatshoofden homofobe en racistische uitspraken, nog altijd wordt er over de schreef gegaan, en over voorzieningen voor personen met een handicap wordt vaak erg licht gedacht. Dit instrument is dan ook nodig, en wij zullen het steunen zoals we dat ook gedaan hebben onder paars-groen.

We vinden het wel jammer dat het zo lang geduurd heeft voor de tekst ons eindelijk werd voorgelegd. Als het ontwerp eenmaal aangenomen is, zouden de problemen in verband met de toepassing van de bestaande antidiscriminatiwet, inzonderheid op het stuk van de bewijslast, ook voorkomen moeten worden. Zolang het koninklijk besluit niet vastgesteld was, was het voor slachtoffers moeilijk om hun rechten te doen gelden voor de rechtbank. Met de nieuwe wet komt er nu een snellere en efficiëntere procedure.

Eén punt werd niet besproken in de commissie: de ongerustheid van een aantal vrijdenkers over de niet-

vermelding van discriminatie op grond van godsdienst in het ontwerp. Het is evenwel helemaal niet de bedoeling van het ontwerp om kritiek op religie of vrijzinnigheid te smoren.

Er is ook een kleine lacune in de wet: het slachtoffer van discriminatie moet zijn toestemming geven voor een vereniging namens hem of haar in rechte kan optreden.

De religieuze discriminaties werden uit dit wetsontwerp geweerd, wat tot ongerustheid leidt bij de vrijdenkers. Kan u ze geruststellen en hun vertellen dat ze kritisch uit de hoek mogen blijven komen?

Ik vind het nodig dat een vereniging in geval van overmacht in rechte kan optreden zonder het akkoord van het slachtoffer en ik zal dus opnieuw een amendement in die zin indienen.

Wij betreuren dat de term 'seksisme' niet in de tekst staat. We zouden ons opnieuw over de wetteksten tot bescherming van het moederschap moeten buigen. De verzekeraars zijn ongerust dat ze de vrouwen niet meer zullen kunnen discrimineren. De minister van Economie zal dit dossier moeten onderzoeken.

We betreuren dat het lidmaatschap van een vakbondsorganisatie en de vakbondsactiviteit niet in het wetsontwerp werden opgenomen. Men wil me geruststellen door erop te wijzen dat de syndicale activiteiten onder de noemer politieke activiteiten kunnen worden ondergebracht. De hoven en rechtbanken geven echter een erg enge interpretatie aan de verschillende discriminatiegronden.

De uitdrukking "vakbondsvrijheid" ontbreekt bijna volledig in de Belgische juridische terminologie. Dat is helemaal niets om prat op te gaan op de rechtbanken. Wij zullen ons amendement hierover dus opnieuw indienen.

Worden de leeftijdsgebonden loonschalen nog altijd goed beschermd? Deze loonschalen zijn bijzonder belangrijk om het loon van de werknemers regelmatig te laten stijgen. Zolang er geen ander systeem is, moet het huidige worden beschermd.

Met betrekking tot de deeltijdse arbeid die vooral vrouwen aanbelangt, heeft u eraan herinnerd dat men inzake pensioen de voorrang kan blijven geven aan de gelijkgestelde periodes, in het bijzonder voor wat het tijdscrediet en de halftijdse brugpensioenen betreft. Een zekere bezorgdheid steekt echter de kop op met betrekking tot de verkregen rechten, bijvoorbeeld in de financiële sector.

Uw antwoord was vrij restrictief. Het ware interessant om een en ander te preciseren.

05.32 Patrick Cocriamont (FN): Ik heb horen zeggen dat de democratie en de strijd tegen racisme nauw met elkaar verweven zijn. Als men in het antieke Griekenland een einde wilde maken aan de tirannie om de democratie te herstellen, dan was dat gewoonlijk om de vreemdelingen te verdrijven.

Er kleeft tevens een negatieve connotatie aan een andere term, de repressie.

Met uw ontwerp zullen niet alleen mensen het slachtoffer worden van repressie, maar ook de literatuur. U zal verplicht zijn de werken van auteurs zoals Aristoteles, Shakespeare, Molière, Jules Verne, Jules Destrée en Hergé "uit te zuiveren". De term "repressie" is een veel weerzinwekkender term dan "racisme" of "vreemdelingenhaat". Ik ben noch racist noch vreemdelingenhater, maar die ideeën moeten louter als ideeën worden beschouwd en mogen niet worden gecriminaliseerd.

Het Centrum voor gelijkheid van kansen wordt gecontroleerd door personen die in dat soort dossiers nooit onpartijdig zullen kunnen zijn. Degenen die zullen worden aangeklaagd wegens racisme, zullen stelselmatig worden veroordeeld. Dat is onrechtvaardig.

05.33 Minister Christian Dupont (Frans): Over die wetten vond ruim overleg plaats met alle actoren van de sector en ze werden uitvoerig besproken in de commissie. Niet-discriminatie is onlosmakelijk verbonden met een open maatschappij, maar ze wordt ons ook door een aantal internationale instrumenten opgelegd. Er was soms – ten onrechte – heel wat te doen over de bewijslast. Ik wijs erop dat het om een voorschrift van de Europese richtlijnen gaat. Er is een rechter aan wie men de feiten voorlegt. Het klopt dat de meerderheid

een amendement heeft ingediend dat de Raad van State nauwlettend heeft bestudeerd, zonder echter onze argumenten gehoord te hebben. In de commissie hebben we het volledige amendement uitvoerig toegelicht. Het bewijs is vrij, de rechter oordeelt op grond van wat hij hoort en vraagt de verdedigende partij vervolgens of hij een gewettigd doel had om een onderscheid te maken.

De aansluiting bij een vakbond is sinds 1921 bij wet geregeld. In het interprofessioneel akkoord staat dat de sociale partners zich tijdens de onderhandelingen over de volgende collectieve overeenkomst over die aangelegenheid zullen buigen. We hebben hun dus ter zake alle vrijheid gelaten. Wat het verbod op godslastering en vrijheid van denken betreft, voert deze wet niets nieuws in.

Inzake verzekeringen kunnen de lidstaten inderdaad maatregelen treffen om verschillen in te bouwen. België kan dat desgewenst doen vóór eind 2007.

De heer Ducarme vroeg me of bepaalde privé domeinen als strikt privé beschouwd moesten blijven worden. Dat spreekt vanzelf.

Dankzij deze wetten kunnen we een gulden middenweg bewandelen tussen de bestrijding van elke vorm van discriminatie enerzijds en sociale stabiliteit anderzijds.

Sommigen voorspellen dat we zo een totalitaire staat over ons afroepen, maar we mogen niet vergeten dat we sinds 2003 al een soortgelijke wet hebben.

Wij willen slachtoffers van discriminatie een betere bescherming bieden, want discriminatie ondermijnt onze samenleving. Onze wereld stoelt op verschillen, en verschillend zijn is niet meer dan een vorm van anders-zijn: wij zijn allemaal verschillend.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2720. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2720/10)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden".

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Ingediend amendement:

Art. 3

- 20 Zoé Genot (2720/6)

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het aangehouden amendement en artikel en over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2721. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2721/7)

Het wetsontwerp telt 42 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 42 worden artikel per artikel aangenomen, met de tekstverbeteringen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2722. De door de commissie

aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2722/7)

Het wetsontwerp telt 52 artikelen.

Ingediend amendement:

Art. 3

- 12 Zoé Genot (2722/3)

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het aangehouden amendement en artikel en over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2723. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2723/3)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot aanpassing van het Gerechtelijk Wetboek aan de wetgeving ter bestrijding van discriminatie en tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden".

Het wetsontwerp telt 17 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 17 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

06 Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de geschillen inzake de toewijzing, de herziening en de weigering van de materiële hulp (2765/2)

Geamendeerd door de Senaat

Zonder verslag

Overeenkomstig artikel 87 van het Reglement wordt geen algemene bespreking in plenaire vergadering gewijd aan een wetsontwerp dat door de Senaat naar de Kamer is teruggestuurd, tenzij de Conferentie van voorzitters anders beslist.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2765/2)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

07 Wetsvoorstel tot wijziging, wat de vaststelling van de graad van blijvende arbeidsongeschiktheid na de leeftijd van 65 jaar betreft, van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970 (1159/1-5)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

07.01 **Camille Dieu** (PS): Dit wetsvoorstel heeft een lange voorgeschiedenis: het gaat om een ingewikkeld probleem dat bevoegdheden van verschillende ministers betreft en bovendien werden we geconfronteerd met budgettaire gevolgen waarop de regering niet was voorbereid.

Ik wijs er de regering echter op dat mijn politieke fractie de schadeloosstelling van arbeidsongevallen of beroepsziekten als een onschendbaar recht van de rechthebbenden beschouwt. Voor ons moet dat probleem absoluut een bevredigende oplossing krijgen tijdens de volgende regeerperiode.

Een slachtoffer van een gemeenrechtelijk ongeval mag de vergoeding die hem door een particuliere verzekering wordt uitgekeerd, onbeperkt met een ander inkomen cumuleren. Wie het slachtoffer is van een arbeidsongeval of lijdt aan een beroepsziekte verliest echter een deel van zijn schadeloosstelling wanneer hij met pensioen gaat.

Mijn wetsvoorstel strekte er uiteraard niet toe de cumulatie van uitkeringen wegens blijvende arbeidsongeschiktheid en rust- of overlevingspensioenen opnieuw in te voeren. De gevolgen voor de begroting van zo'n voorstel zouden immers dermate groot zijn dat het geen enkele kans op slagen zou maken.

We hebben er dus voorlopig voor gekozen enkel de sociaaleconomische factoren opnieuw in te voeren, waarop sinds 1994 mensen die lijden aan een beroepsziekte geen aanspraak meer maken.

Oorspronkelijke werd voorgesteld de sociaaleconomische factoren te behouden voor de personen die op de datum van de inwerkingtreding van de wet de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

Teneinde een beroep voor het Arbitragehof te voorkomen hebben we ervoor gekozen om via een amendement tot een compromis te komen dat op de Ministerraad van 17 en 18 maart jongstleden in Leuven werd goedgekeurd.

In 1998 had minister De Galan een amendement ingediend op de wet van 1994 waarbij het percentage van de lichamelijke arbeidsongeschiktheid van de werknemers met een bepaald percentage in functie van hun ongeschiktheidsgraad werd verhoogd. We hebben de verhogingen van 1998 verdubbeld en een nieuwe categorie ingevoerd voor de personen die tussen 1 en 35 procent blijvend arbeidsongeschikt zijn en 1 procent meer zullen krijgen. Zo zullen de slachtoffers van een beroepsziekte die minstens 65 jaar zijn of die leeftijd na 1 juni 2007 bereiken, een hogere uitkering ontvangen.

Het goedgekeurde compromis biedt geen antwoord ten gronde op de afschaffing van de sociaaleconomische factoren en komt niet tegemoet aan de problematiek van de beperking van de cumul van een pensioen met een vergoeding van blijvende ongeschiktheid.

Niettemin betekent dit voorstel een verbetering voor duizenden gezinnen.

Ik hoop dat we tijdens de volgende zittingsperiode op dat dossier zullen terugkomen.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1159/5)

Het wetsvoorstel telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

08 **Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van**

mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, wat betreft de gemeentelijke en provinciale mandatarissen (2953/1)

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2953/1)

Het wetsvoorstel telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

09 **Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, wat betreft de gemeentelijke en provinciale mandatarissen (2954/1-3)**

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2954/3)

Het voorstel van bijzondere wet telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

10 **Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 augustus 1981 houdende de oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van het koninklijk besluit van 22 juni 1983 houdende statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de leden van het Expeditiekorps voor Korea, teneinde "27 juli 1953" te vervangen door "15 september 1954" in het statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de leden van het Expeditiekorps voor Korea (2972/1)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

10.01 **Magda De Meyer**, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag. (*Applaus*)

10.02 **Philippe Monfils** (MR): De datum van het staakt-het-vuren in Korea die in aanmerking werd genomen om de oud-strijders bepaalde voordelen toe te kennen, zoals de terugbetaling van het remgeld, was die van 27 juli 1953. Ingevolge talrijke getuigenissen hebben wij unaniem beslist deze datum te vervangen door die van 15 september 1954. Enkele honderden personen werd immers onrecht aangedaan. De rechtekking hiervan zal een te verwaarlozen impact hebben op de begroting en het verheugt mij dat dit wetsvoorstel wordt aangenomen.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2972/1)

Het wetsvoorstel telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

11 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (2976/1)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

11.01 **Dalila Douifi**, rapporteur: Het ontwerp en de artikelen werden eenparig aangenomen. Een aantal technische verbeteringen werd aangebracht. Voor de rest verwijs ik naar het schriftelijke verslag. (*Applaus*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

De **voorzitter**: Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2976/1)

Het wetsontwerp telt 8 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 8 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

12 **Wetsontwerp op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in emittenten waarvan aandelen zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereguleerde markt en houdende diverse bepalingen (2963/1-2)**

- **Wetsontwerp tot opheffing van artikel 8 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, en tot wijziging van artikel 121 van de wet van 2 augustus 2002**

betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten (2964/1-2)

Zonder verslag

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee wetsontwerpen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2963. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2963/2)

Het wetsontwerp telt 62 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 62 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2964. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2964/2)

Het wetsontwerp telt 5 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

13 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 20 juli 1979 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit bepaalde bijdragen, rechten, belastingen en andere maatregelen, in uitvoering van de richtlijn 2006/84/EG van de Commissie van 23 oktober 2006 (2977/1)

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2977/1)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

14 Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de vergoedingen toegekend aan kunstenaars (2994/1)

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2994/1)

Het wetsontwerp telt 5 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Geheime stemmingen

15 Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer - Benoeming van de externe leden van de Sectorale Comités

Aan de orde is de geheime stemming voor de benoeming van de externe leden van de binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer opgericht sectorale comités.

Overeenkomstig artikel 31bis, § 2, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van bepaalde sectorale comités opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, dient de Ministerraad aan de Kamer van volksvertegenwoordigers een tweevoudige lijst voor te dragen voor elk van de drie vacante mandaten van effectief extern lid en plaatsvervangend extern lid van:

- het sectoraal Comité voor het Rijksregister;
- het sectoraal Comité voor de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- het sectoraal Comité voor de Federale Overheid.

Bij brief van 19 maart 2007 zendt de vice-eerste minister en minister van Justitie de door de Ministerraad van 16 maart 2007 goedgekeurde tweevoudige lijsten.

Het stuk met de namen van de kandidaten werd rondgedeeld (nr. 3015/1).

Om te stemmen voor elk mandaat, moet men een kruisje in het vakje tegenover de naam van de gekozen kandidaat plaatsen. Zijn ongeldig de stemmen uitgebracht op meer dan één kandidaat per mandaat.

Ik vestig er nog uw aandacht op dat een aantal personen kandidaat zijn voor verscheidene mandaten en elk extern lid slechts deel kan uitmaken van één sectoraal comité. Als bijgevolg bij het tellen van de stemmen blijkt dat één van deze kandidaten verkozen is voor een mandaat, komt zijn kandidatuur natuurlijk niet meer in aanmerking voor het volgende mandaat. Voor dit mandaat is de andere kandidaat automatisch verkozen

met toepassing van artikel 157.6 van het Reglement van de Kamer.

Daar de stemming geheim is, mogen de stembiljetten niet worden ondertekend.

Ik stel u voor één naamafroeping te houden voor deze stemming en de stemming voor de voorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

16 Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer - Benoeming van de voorzitter

Aan de orde is de geheime stemming voor de benoeming van de voorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Op 28 oktober 2004 werd de heer Michel Parisse door de Kamer tot voorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer benoemd. Bij brief van 28 juli 2006 heeft hij zijn ontslag ingediend. Dit ontslag is op 1 oktober 2006 in werking getreden.

Bij brief van 19 maart 2007 bezorgt de vice-eerste minister en minister van Justitie de Kamer de door de Ministerraad op 16 maart 2007 goedgekeurde tweevoudige lijst.

Het stuk met de namen van de kandidaten werd rondgedeeld (nr. 3033/1).

Om te stemmen moet men een kruisje in het vakje tegenover de naam van de gekozen kandidaat plaatsen. Zijn ongeldig de stemmen uitgebracht op meer dan één kandidaat.

Daar de stemming geheim is, mogen de stembiljetten niet worden ondertekend.

We moeten eerst een of twee bureaus van stemopnemers bij loting samenstellen. Elk bureau bestaat uit vier leden. Ik stel u evenwel voor om voor de stemopneming de twee secretarissen aan te wijzen die heden aan het bureau hebben plaatsgenomen.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

De dames Colette Burgeon en Greet Van Gool worden aangewezen om de stemmen op te nemen.

Ik stel u voor dat de stembiljetten geteld worden in de Conferentiezaal, in aanwezigheid van de stemopnemers.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

Ik verzoek elk lid om bij het afroepen van zijn naam zijn ongetekende stembiljet in de stembus te komen deponeren. Gelieve langs mijn linkerzijde op het spreekgestoelte te komen en dit aan mijn rechterzijde te verlaten.

Ik nodig de secretarissen uit de namen af te roepen.

Er wordt overgegaan tot de naamafroeping

Heeft iedereen gestemd? (*Ja*)

De stemmingen zijn gesloten. Ik nodig de secretarissen uit over te gaan tot de stemopneming.

17 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als zijnde aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen het wetsvoorstel van de heer Thierry Giet tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, teneinde het recht van de verzekerden te waarborgen om binnen welbepaalde termijnen een beroep te kunnen doen op een advocaat (nr. 3040/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

17.01 **Thierry Giet** (PS): Werd dit voorstel niet naar de commissie voor de Justitie verzonden?

De **voorzitter**: In het document waarover ik beschik, is sprake van de commissie voor het Bedrijfsleven, maar ik heb niet de tijd gehad om dat na te gaan. Ik zag de diensten vragen dat te doen.

18 **Urgentieverzoek van de regering**

De regering heeft de spoedbehandeling gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp betreffende de schorsing en de uitsluiting van het kiesrecht en van de rechten bedoeld in artikel 31 van het Strafwetboek in geval van strafrechtelijke veroordeling (nr. 3005/1).

Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

De urgentie wordt bij instemming aangenomen.

19 **Rouwhulde voor de heer Michel Toussaint, minister van Staat**

De **voorzitter** (voor de staande vergadering): Minister van Staat Michel Toussaint is op 23 maart 2007 in Namen overleden.

De oudsten onder ons zullen zich deze hoffelijke en gedistingeerde man, wiens prachtige dictie en helder stemtimbre indruk maakten, ongetwijfeld nog herinneren.

Michel Toussaint is geboren in Namen in 1922. Hij onderbrak zijn rechtenstudie in 1944 om in het verzet te gaan en mee te strijden voor de bevrijding van het land. Hij nam ook deel aan de veldtochten van de brigade-Piron in Nederland en Duitsland.

Na de oorlog maakte hij zijn studie af en schreef hij zich in bij de Naamse balie. Hij stond aan het hoofd van een advocatenpraktijk, en bekleedde tegelijk een belangrijke positie in de industriële wereld.

In 1963 ging Michel Toussaint voor de PLP-PVV (Parti pour la Liberté et le Progrès/Partij voor Vrijheid en Vooruitgang) in de politiek, daartoe aangemoedigd door zijn schoonbroer Jean Materne, die hij ook opvolgde als provinciaal senator voor Namen.

In 1965 werd de Waalse liberaal verkozen tot senator, met een buitengewoon aantal voorkeurstemmen. Hij zou trouwens nog verscheidene keren herverkozen worden door een trouw kiezerspubliek, dat zijn directe en efficiënte aanpak waardeerde.

Dankzij zijn uitzonderlijke analytische geest en vlugheid van begrip kon Michel Toussaint immers de taaiste problemen verbazend snel opgelost krijgen.

Van 1966 tot 1968 was hij minister-staatssecretaris van Nationale Opvoeding in de regering-Vanden Boeynants. Die portefeuille zou hij opnieuw krijgen in 1973, in de regering-Leburton.

In de eerste regering-Tindemans kreeg hij het ministerie van Buitenlandse Handel onder zijn hoede, maar uit die functie werd hij ontheven, waarop hem het kabinet van Hervorming van de Instellingen werd toevertrouwd.

In die hoedanigheid boog hij zich over de decentralisatie van de bevoegdheden en de deconcentratie van de overheidsdiensten. Vanaf dan nam hij duidelijker stelling in voor een bevoegdheidsuitbreiding en meer autonomie voor het Waalse Gewest, al bleef hij altijd pleiten voor de vrijwaring van de fundamentele belangen van het land.

Van 1982 tot 1984 was Michel Toussaint voorzitter van de Raad van de Franse Gemeenschap. Ook hier kon hij zijn redeneerkunde en organisatietalent voluit tentoonspreden. Hij was een zeer dynamische voorzitter, die de toen nog jonge instelling zo efficiënt mogelijk wilde doen werken.

Uit erkentelijkheid voor zijn verdiensten voor de Natie werd hij in 1983 minister van Staat.

Hij beëindigde zijn politieke loopbaan als Europees parlements lid (van 1984 tot 1989). Hij was een overtuigd Europeaan en een vurig pleitbezorger van de Verenigde Staten van Europa, met aan het hoofd daarvan een met algemeen kiesrecht verkozen president.

Met Michel Toussaint heeft ons land een staatsman verloren die onmiskenbaar zijn stempel gedrukt heeft op het politieke leven in België.

Namens onze Assemblee heeft voorzitter Herman De Croo de familie en de vrienden van de overledene zijn innige deelneming betuigd.

19.01 Minister **Christian Dupont**: (*Frans*) De regering sluit zich aan bij de hulde die u aan onze collega Michel Toussaint heeft gebracht.

De Kamer staande neemt een minuut stilte in acht.

Naamstemmingen

20 **Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Muriel Gerken over "de verwerping door de Europese Commissie van het Belgische voorstel in verband met de CO₂-uitstoot" (nr. 1040)**

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing van 19 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1040/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de dames Muriel Gerken en Nathalie Muylle en de heren Melchior Wathelet en Mark Verhaegen;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Josée Lejeune en Magda De Meyer en de heer Miguel Chevalier.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	41	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	126	Total

20.01 Joseph Arens (cdH): Ik heb een stemafspraak met de heer André Frédéric.

20.02 Pieter De Crem (CD&V): Voor deze en de volgende stemmingen heb ik een stemafspraak met de heer Herman De Croo. (*Applaus*)

20.03 Brigitte Wiaux (cdH): Ik heb een stemafspraak met mevrouw De Permentier.

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

21 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten over "de werking van de Dienst voor alimentatievorderingen" (nr. 1063)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 20 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1063/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Servais Verherstraeten;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Luc Gustin, Luk Van Biesen en Dirk Van der Maelen.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	41	Non
Onthoudingen	3	Abstentions
Totaal	128	Total

21.01 Simonne Creyf (CD&V): Ik heb voor alle stemmingen een stemafspraak met de heer Guy Hove.

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

22 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Carl Devlies over "de internationale organisatie van belastingontwijking via voorafgaande beslissing" (nr. 1064)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 20 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1064/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Carl Devlies;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Anne-Marie Baeke en de heren Luc Gustin, Luk Van Biesen en Jacques Chabot.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 3)		
Ja	83	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	187	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

23 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Greta D'hondt over "de realisaties van het regeerakkoord" (nr. 1050)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Sociale Zaken van 20 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1050/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Greta D'hondt;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Danielle Van Lombeek-Jacobs en Magda Raemaekers en de heer Bruno Van Grootenbrulle.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 4)		
Ja	84	Oui
Nee	38	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	126	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

24 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Nathalie Muylle over "de heropbouw van Congo" (nr. 1053)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van 20 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1053/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Nathalie Muylle;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Colette Burgeon.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 5)		
Ja	84	Oui
Nee	39	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	127	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

25 Moties ingediend tot besluit van de interpellaties van:

- de heer Luc Goutry over "het inkomen van chronisch zieke mensen" (nr. 1046)
- de heer Patrick De Groote over "het inkomen voor chronisch zieke mensen" (nr. 1061)

Deze interpellaties werden gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Sociale Zaken van 21 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT n(1046/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Greta D'hondt en de heren Luc Goutry en Patrick De Groote;

- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Camille Dieu, Yvette Mues en Danielle Van Lombeek-Jacobs en de heer Bruno Van Grootenbrulle.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

25.01 Patrick De Groote (N-VA): Van de 205.000 mensen die een invaliditeitsuitkering genieten, krijgt ruim de helft een minimumuitkering. Die uitkering ligt gevoelig lager dan het bestaanszekere inkomen dat nodig is om niet in de armoede te vervallen. Dat meer dan honderdduizend chronisch zieken in armoede leven, is onaanvaardbaar.

De groeiende kloof tussen gezonde en chronisch zieke mensen moet dringend worden gedicht. De maatregelen van de voorbije jaren zijn stappen in de goede richting, maar ze zijn ook onvoldoende. De minimuminvaliditeitsuitkeringen moeten onmiddellijk verhoogd worden.

25.02 Mark Verhaegen (CD&V): Ik spreek mede namens de heer Goutry. Ziekenzorg drukte ons op 4 maart opnieuw met de neus op de feiten. Honderdduizend mensen leven in armoede omdat ze chronisch ziek zijn. Hun minimumuitkeringen zijn een stuk lager dan het bestaanszekere inkomen en ze hebben hoge gezondheidskosten.

Ziekenzorg vraagt een bestaanszeker inkomen voor 134.000 invaliden, een hoger toegelaten inkomen voor de helpende partner zonder de invaliditeitsuitkering te verlagen en een bescheiden dertiende maand om niet alles aan *cure and care* te moeten besteden.

We luiden al jaren de alarmklok, maar hopen dat er eindelijk een structurele ingreep kan komen. Geen enkele volksvertegenwoordiger wil mensen uit de boot laten vallen. Ik vertrouw op hun stemgedrag.

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	128	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

26 Wetsontwerp tot wijziging, wat de private ziekteverzekeringsovereenkomsten betreft, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst (2689/5)

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	103	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	25	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.(2689/5)

27 Wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest met betrekking tot het administratief en financieel beheer van de provinciale coördinaties voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (2920/)

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	93	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	34	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.(2920/)

28 Wetsontwerp betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en kosten verbonden aan de bijstand van een advocaat (2891/)

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	123	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	123	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.(2891/)

28.01 Pieter De Crem (CD&V): Er werd niet gestemd over voorstel 2842.

29 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, wat de fusie door overneming van de onderlinge verzekeringsverenigingen betreft (nieuw opschrift) (2842/5)

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	37	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

30 Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid met betrekking tot bepalingen inzake het gerechtspersoneel van het niveau A, de griffiers en de secretarissen en inzake de rechterlijke organisatie (2922/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

31 Wetsontwerp tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de griffiers van de rechterlijke orde, de referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en parketjuristen bij de hoven en rechtbanken (2923/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	123	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

32 Ontwerp van domaniale wet (2931/1)

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	40	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

33 Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde ze in overeenstemming te brengen met bepaalde principes van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte (2951/1)

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

34 Wetsontwerp betreffende de consumentenakkoorden (2940/3)

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	89	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	39	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

35 Voorstel van resolutie betreffende de invoering van een aangepaste wegmarkering in schoolomgevingen (2766/5)

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	88	Oui
Nee	35	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

36 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector (2880/1)

<i>(Stemming/vote 17)</i>		
Ja	124	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

36.01 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Ik heb ja gestemd.

37 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector en van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 (2917/4)

<i>(Stemming/vote 18)</i>		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

38 Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de geschillen inzake de toewijzing, de herziening en de weigering van de materiële hulp (2765/2)

<i>(Stemming/vote 19)</i>		
Ja	107	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

39 Aangehouden amendement en artikel van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden (nieuw opschrift) (2720/1-10)

Stemming over amendement nr. 20 van Zoé Genot op artikel 3.(2720/6)

<i>(Stemming/vote 20)</i>		
Ja	4	Oui
Nee	120	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 3 aangenomen.

40 Geheel van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden (nieuw opschrift) (2720/10)

<i>(Stemming/vote 21)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

41 Wetsontwerp ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen (2721/7)

<i>(Stemming/vote 22)</i>		
Ja	90	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

De **voorzitter**: Mevrouw Gerkens heeft ja gestemd.

42 Aangehouden amendement en artikel van het wetsontwerp ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie (2722/7)

Stemming over amendement nr. 12 van Zoé Genot op artikel 3.(2722/3)

<i>(Stemming/vote 23)</i>		
Ja	5	Oui
Nee	104	Non
Onthoudingen	19	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 3 aangenomen.

43 Geheel van het wetsontwerp ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie (2722/7)

<i>(Stemming/vote 24)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

44 Wetsontwerp tot aanpassing van het Gerechtelijk Wetboek aan de wetgeving ter bestrijding van discriminatie en tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden (2723/3)

<i>(Stemming/vote 25)</i>		
Ja	90	Oui
Nee	19	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

45 Wetsvoorstel tot wijziging, wat de vaststelling van de graad van blijvende arbeidsongeschiktheid na de leeftijd van 65 jaar betreft, van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970 (1159/5)

<i>(Stemming/vote 26)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

46 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, wat betreft de gemeentelijke en provinciale mandatarissen (2953/1)

<i>(Stemming/vote 27)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

47 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 augustus 1981 houdende de oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van het koninklijk besluit van 22 juni 1983 houdende statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de leden van het Expeditiekorps voor Korea, teneinde "27 juli 1953" te vervangen door "15 september 1954" in het statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de leden van het Expeditiekorps voor Korea (2972/1)

<i>(Stemming/vote 28)</i>		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

48 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (2976/1)

<i>(Stemming/vote 29)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

49 Wetsontwerp op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in emittenten waarvan aandelen zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereguleerde markt en houdende diverse bepalingen (2963/2)

<i>(Stemming/vote 30)</i>		
Ja	128	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

50 Wetsontwerp tot opheffing van artikel 8 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, en tot wijziging van artikel 121 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten (2964/2)

<i>(Stemming/vote 31)</i>		
Ja	126	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

Camille Dieu: Ik heb ja gestemd.
Eric Massin: Ik heb ja gestemd.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

51 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 20 juli 1979 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit bepaalde bijdragen, rechten, belastingen en andere maatregelen, in uitvoering van de richtlijn 2006/84/EG van de Commissie van 23 oktober 2006 (2977/1)

<i>(Stemming/vote 32)</i>		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	127	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

52 Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de vergoedingen toegekend aan kunstenaars (2994/1)

<i>(Stemming/vote 33)</i>			
Ja	127		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	0	Abstentions	
Totaal	127		Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

53 Uitslag van de geheime stemming voor de benoeming van de voorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (3033/1)

Stemmen: 124

Blanco of ongeldig: 6

Geldig: 118

Volstreekte meerderheid: 60

De heer Willem Debeuckelaere heeft 89 stemmen bekomen.

De heer Paul Boudolf heeft 29 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Willem Debeuckelaere 89 stemmen heeft bekomen, dit is de volstreekte meerderheid, is hij benoemd tot voorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

54 Uitslag van de geheime stemming voor de benoeming van de externe leden van de Sectorale Comités van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (3015/1)

Sectoraal Comité voor het Rijksregister

Vaste leden

Eerste mandaat

Mevrouw Anne-Emmanuelle Bourgaux heeft 80 stemmen bekomen.

De heer Pascal Hubain heeft 19 stemmen bekomen.

Aangezien mevrouw Anne-Emmanuelle Bourgaux 80 stemmen heeft bekomen, dit is de volstreekte meerderheid, is zij benoemd tot vast lid van het Sectoraal Comité voor het Rijksregister.

Tweede mandaat

Mevrouw Christelle Arend heeft 79 stemmen bekomen.

De heer Thierry Masnvelt heeft 4 stemmen bekomen.

Aangezien mevrouw Christelle Arend 79 stemmen heeft bekomen, dit is de volstreekte meerderheid, is zij benoemd tot vast lid van het Sectoraal Comité voor het Rijksregister.

Derde mandaat

De heer Daniël Haché heeft 78 stemmen bekomen.

Mevrouw Tania Dekens heeft 0 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Daniël Haché 78 stemmen heeft bekomen, dit is de volstreekte meerderheid, is hij benoemd tot vast lid van het Sectoraal Comité voor het Rijksregister.

Plaatsvervangende leden

Eerste mandaat

De heer Marc Lognoul heeft 98 stemmen bekomen.

Mevrouw Christelle Arend heeft 1 stem bekomen.

Aangezien de heer Marc Lognoul 98 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot plaatsvervangend lid van het Sectoraal Comité voor het Rijksregister.

Tweede mandaat

De heer Emmanuel Quintin heeft 97 stemmen bekomen.

De heer Foulek Ringelheim heeft 0 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Emmanuel Quintin 97 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot plaatsvervangend lid van het Sectoraal Comité voor het Rijksregister.

Derde mandaat

De heer Bart Bart Preneel heeft 96 stemmen bekomen.

De heer Daniel De Cock heeft 2 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Bart Preneel 96 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot plaatsvervangend lid van het Sectoraal Comité voor het Rijksregister.

Sectoraal Comité voor de Kruispuntbank van Ondernemingen

Vaste leden

Eerste mandaat

De heer Pierre Dejemeppe heeft 85 stemmen bekomen.

De heer Foulek Ringelheim heeft 0 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Pierre Dejemeppe 85 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot vast lid van het Sectoraal Comité voor de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Tweede mandaat

De heer Jan Steenlant heeft 98 stemmen bekomen.

De heer Niko Demeester heeft 0 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Jan Steenlant 98 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot vast lid van het Sectoraal Comité voor de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Derde mandaat

Mevrouw Anne Cornet heeft 81 stemmen bekomen.

Mevrouw Christelle Arend heeft 2 stemmen bekomen.

Aangezien mevrouw Anne Cornet 81 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is zij

benoemd tot vast lid van het Sectoraal Comité voor de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Plaatsvervangende leden

Eerste mandaat

Mevrouw Dominique Devos heeft 84 stemmen bekomen.

Mevrouw Séverine Waterbley heeft 0 stemmen bekomen.

Aangezien mevrouw Dominique Devos 84 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is zij benoemd tot plaatsvervangend lid van het Sectoraal Comité voor de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Tweede mandaat

De heer Bart Misseuw heeft 79 stemmen bekomen.

De heer Jan Steenlant heeft 19 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Bart Misseuw 79 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot plaatsvervangend lid van het Sectoraal Comité voor de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Derde mandaat

De heer Michael Herbatschek heeft 78 stemmen bekomen.

De heer Marc Lognoul heeft 15 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Michael Herbatschek 78 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot plaatsvervangend lid van het Sectoraal Comité voor de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Sectoraal Comité voor de federale overheid

Vaste leden

Eerste mandaat

Mevrouw Tania Dekens heeft 83 stemmen bekomen.

De heer Daniël Haché heeft 1 stem bekomen.

Aangezien mevrouw Tania Dekens 83 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is zij benoemd tot vast lid van het Sectoraal Comité voor de federale overheid.

Tweede mandaat

Mevrouw Séverine Waterbley heeft 78 stemmen bekomen.

De heer Pascal Hubain heeft 20 stemmen bekomen.

Aangezien mevrouw Séverine Waterbley 78 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is zij benoemd tot vast lid van het Sectoraal Comité voor de federale overheid.

Derde mandaat

De heer Niko Demeester heeft 90 stemmen bekomen.

De heer Dirk Oosterlinck heeft 2 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Niko Demeester 90 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot vast lid van het Sectoraal Comité voor de federale overheid.

Plaatsvervangende leden

Eerste mandaat

De heer Erik Van Hove heeft 98 stemmen bekomen.

De heer Remy Donckerwolcke heeft 1 stem bekomen.

Aangezien de heer Erik Van Hove 98 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot plaatsvervangend lid van het Sectoraal Comité voor de federale overheid.

Tweede mandaat

De heer Yves Pouillet heeft 98 stemmen bekomen.

De heer Yves Roggeman heeft 1 stem bekomen.

Aangezien de heer Yves Pouillet 98 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot plaatsvervangend lid van het Sectoraal Comité voor de federale overheid.

Derde mandaat

De heer Dirk Oosterlinck heeft 78 stemmen bekomen.

De heer Niko Demeester heeft 19 stemmen bekomen.

Aangezien de heer Dirk Oosterlinck 78 stemmen heeft bekomen, dit is de volstrekte meerderheid, is hij benoemd tot plaatsvervangend lid van het Sectoraal Comité voor de federale overheid.

55 Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, wat betreft de gemeentelijke en provinciale mandatarissen (2954/1)

Overeenkomstig artikel 4, laatste lid, van de Grondwet, moeten de bepalingen en het geheel van het ontwerp van bijzondere wet aangenomen worden met de meerderheid van stemmen in elke taalgroep, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van elke taalgroep aanwezig is en het totaal van de ja-stemmen in beide taalgroepen twee derden van de uitgebrachte stemmen bereikt.

(Stemming/vote 34)				
	F	Tot.	N	
Oui	48	125	77	Ja
Non	0	0	0	Nee
Abstentions	0	0	0	Onthoudingen
Total	48	125	77	Totaal

De meerderheid van de stemmen in elke taalgroep is bereikt. De meerderheid van de aanwezigen in elke taalgroep is bereikt. De 2/3 meerderheid is bereikt. Bijgevolg neemt de Kamer het bijzondere wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

56 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? *(Nee)* Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 23.07 uur. Volgende vergadering donderdag 12 april 2007 om 14.15 uur.